

APRÈS LE XXII^e CONGRÈS: OÙ VA LE P.C.F. ?

NOTRE DOSSIER
PAGES 11 à 16

lutte **ouvrière**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 388 - 7 février 1976 - prix : 3 F

**Mérieux
et les
marchands
de
sang**

P.7

DJIBOUTI: l'impérialisme français a semé la violence ...



... elle lève

sommaire

DANS LE MONDE

Page 4 :
— Espagne : 70.000 manifestants à Barcelone.
— Le conflit algéro-marocain : vers la négociation ?

EN FRANCE

Page 5 :
— Pliouchitch appelle à la libération de tous ses camarades internés.
Page 6 :
— Leçons du passé : le 6 février 1956, Guy Mollet, les tomates et la droite.

Page 7 :
— L'affaire Mérieux et le commerce du sang.

DANS L'EXTREME-GAUCHE ET DANS SA PRESSE

Page 8 :
— Le rôle de la presse révolutionnaire dans la construction du parti.

Page 10 :
— Le point sur le quotidien Rouge.

Page 17 :
— Grigny : le vrai scandale.
— Ermont : les locataires en lutte contre une compagnie de chauffage.

Page 18 :
— Vallourec (Noisy-le-Sec) : la CGT appelle à la reprise, malgré un vote majoritaire pour l'occupation.

Page 19 :
— Chausson : la démocratie du PCF n'est pas pour les travailleurs.
— Crédit Lyonnais : la direction ne veut pas d'autre politique que la sienne.

Page 20 :
— Colloque de Grenoble : pourquoi les accidents du travail ?
— Accident à Renault-Flins : la responsabilité de la direction est entière.

Page 24 :
— Concorde : une atterrissage qui coûte cher.
— L'enjeu olympique.
— Liberté pour tous les emprisonnés politiques.

DOSSIER

LE PCF AU LENDEMAIN DU XXII^e CONGRES.

Page 11 :
— Le parti communiste est à créer.
Pages 12 et 13 :
— Vains efforts du PCF pour devenir un parti de gouvernement.
Pages 14 et 15 :
— La révolution, la dictature du prolétariat, telles qu'on en discute au PCF.
Page 16 :
— Les raisons de l'offensive « D'abord à l'entreprise ! ».

DIVERS

Page 21 :
— Livres : Journal d'un agent secret, de Philip Agee ; La social-démocratie allemande, de Marx et Engels ; Mémoires, de Louise Michel ; L'exécution, de Robert Badinter.

Page 22 :
— Théâtre : Des souris et des hommes, de Steinbeck.

Page 23 :
— Cinéma : Les dents de la mer, de S. Spielberg ; La ville bidon, de J. Baratier.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand ou de Wilson, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON
Département Offset-Presses - L.I.T.O. - 236.45.28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1^{er})
Impression : Graphie-Presses - Epinay
Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cédex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

courrier des lecteurs

Le " racisme ordinaire "

J'accompagne un ami sénégalais à la préfecture de la Chapelle, pour le renouvellement de sa carte de séjour. Précédemment on lui avait fait une carte de dix jours. Ce qui signifiait qu'à l'expiration de ces dix jours, soit l'administration lui renouvelait sa carte, ou bien il était dans l'obligation de quitter la France... L'employé lui demande la carte provisoire et répond : « Eh bien, c'est simple, vous devez quitter la France dans huit jours ». Nous protestons et présentons l'ensemble des papiers nécessaires pour les formalités. L'employé, sans même regarder tous les papiers : « Je veux un certificat de travail pour l'année 1975 ».

Ce à quoi nous répondons que, pour travailler, il faut la carte de séjour et que, n'en ayant pas, il n'a pas pu travailler.

A un guichet proche, un employé refuse de délivrer la carte de séjour à des travailleurs africains, appuyant son refus d'arguments xénophobes et racistes du genre : « Si vous pouviez travailler chez vous, qu'est-ce que vous venez « foutre » chez nous ? »

La tension monte. Nous nous mettons chacun à notre guichet à « passer un savon » à l'employé, qui déjà n'écoute plus... Nous sommes ensuite renvoyés d'un bureau à un autre, et reçus avec le même mépris, ou au mieux l'indifférence.

Des heures d'attente, des tracasseries administratives, a n'en plus finir, le mépris des employés, le racisme, voilà le lot qui est celui des travailleurs immigrés qui viennent se procurer ou renouveler leur carte de séjour... quand on veut bien la leur donner.

Un fidèle lecteur.
Paris.

L'attitude que dénonce là notre lecteur n'est pas nouvelle. Mais elle n'en est pas moins scandaleuse pour autant. Voilà un témoignage supplémentaire de ce « racisme ordinaire » qu'ont à subir les immigrés dans ce pays.

La nouvelle formule de Lutte Ouvrière

Vieux lecteur de LO, j'aimerais vous faire part de quelques réflexions à propos du journal ancienne et nouvelle formules !

Mis à part le feuilleton, je n'ai pas regretté la disparition de la page entière sur les échos d'entreprise extraits des bulletins LO. En effet, sur le lieu de travail, on comprend que les ou-

vriers et employés s'intéressent à tout ce qui concerne leur vie, les brimades exercées par tel petit chef, ou toute autre information. Mais pour un hebdomadaire diffusé nationalement, ces échos n'avaient pas leur place. Non pas parce que le journal ne doit pas parler de ce qui se passe dans les entreprises. L'interview de deux militants sur l'extrême-gauche à Renault-Billancourt montre la voie à suivre. Il serait aussi intéressant de parler plus souvent de ce qui se passe au niveau d'une ville ou d'une région. « Le Creusot ou le racisme ordinaire » avec la dénonciation de la presse réactionnaire locale et l'action de la « justice » est un excellent exemple de ce qu'ont peut faire.

Ce que j'aimerais revoir, ce sont les grands articles historiques, dans le style « Il y a 25 ans De Gaulle lançait le RPF ». Ils étaient politiquement très formateurs.

Dans la nouvelle formule, les dossiers sont l'innovation la plus intéressante. La présentation du journal est bien meilleure qu'avant, mais des progrès pourraient être encore réalisés. Séparez bien les pôles d'intérêt. Exemple à suivre : dans le dernier numéro vous réservez une page au PCF. Vous placez une grande photo plutôt que de coincer un petit article sur un autre sujet.

Bravo pour la rubrique « Dans l'extrême-gauche et dans sa presse » et le courrier des lecteurs qui est indispensable pour un journal politique. Vous devez y réserver une place systématiquement.

J'ai trouvé le n° 385 meilleur que les précédents. Il est vrai qu'il avait 24 pages. J'espère que vous vous y tiendrez. Si vous ne pouvez pas parce que cela revient trop cher, lancez une souscription. La dernière date presque d'un an et on ne sait plus quoi faire de notre argent.

Amitiés révolutionnaires.

F.L. - Paris.

Nous pensons que ce camarade aura été satisfait de voir paraître la rubrique « Leçons du

passé », qui répond à l'un au moins de ses souhaits. Nous sommes bien d'accord sur l'intérêt qu'un feuilleton peut présenter, mais il n'est pas simple de trouver l'ouvrage qui convienne (par le contenu, la longueur, etc.) et qu'il soit possible de publier du point de vue des droits d'auteur.

Mais en ce qui concerne les échos d'entreprise extraits des bulletins LO, nous ne sommes pas d'avis qu'ils n'ont pas leur place dans notre hebdomadaire. L'exploitation des travailleurs, que nous combattons, se manifeste aussi dans ces petits faits quotidiens, que quelques exemples précis viennent quelquefois illustrer utilement.

De toute façon, merci, camarade, pour ta proposition d'aide financière, qui est toujours la bienvenue pour un journal révolutionnaire, souscription en cours ou pas.

L'armée, c'est pas ce que l'on croit !

Lorsque l'on va faire ses « 3 jours » à l'armée pour la présélection au service militaire, on n'a pas le temps de s'ennuyer : tests, visite médicale... et puis culture du point de vue militaire. Ainsi, le premier soir, nous avons droit à un film de... propagande ? non : pornographique : l'histoire de deux couples qui expérimentent l'amour à quatre... Le puritanisme de l'armée à ses failles ! Que voulez-vous ? Surtout quand il s'agit de diffuser tout ce qui rabaisse la dignité humaine. Quant aux films de propagande, on nous les sert le lendemain : L'armée : un idéal. L'armée : des possibilités d'avenir pour les jeunes, etc.

Un soldat.

Voilà qui se passe de tout commentaire.

Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes :

LUTTE OUVRIERE (1)

pour une période de un an : prix, 90 F.
pour une période de six mois : prix, 50 F.

LUTTE DE CLASSE pour une période de un an : prix, 50 F.

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

CEUX DU TECHNIQUE pour une période de un an : prix, 10 F.

(mensuel destiné aux élèves du Technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière)

Ci-joint la somme totale de : francs

NOM

Prénom

Adresse

Code postal

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel RODINSON, CCP PARIS 6851-10.A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18.(1) Rayer les mentions inutiles.

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS A SEMÉ LA VIOLENCE... ...ELLE LÈVE

Un enfant et six hommes morts, d'autres enfants blessés, tel est le résultat de la décision du gouvernement de donner l'assaut au commando qui détenait en otage un car de ramassage scolaire à Djibouti. Et cette tragédie, grave en elle-même, est peut-être en train de déboucher sur une crise internationale.

La prise en otage de trente enfants était un acte qui ne pouvait en rien servir la cause de la libération du peuple de Djibouti au nom de laquelle elle fut commise.

Mais ce n'est certainement pas le gouvernement français qui a le moindre droit moral d'évoquer le sort de ces enfants pour dégager sa propre responsabilité.

Le respect de la vie des enfants ? L'ont-ils eu ces hommes, Giscard et Olivier Stirn en premier qui, ici, à Paris, loin du lieu de la tension, la tête froide, avaient décidé de courir le risque de donner l'assaut ? Il n'est même pas établi que l'enfant tué ne l'a pas été par les balles des assaillants.

Et ce serait trop simple, trop facile pour ceux qui nous gouvernent, de limiter la recherche des responsabilités aux seuls moments où les enfants étaient emprisonnés dans leur car, tenus en otage par le commando.

Ce serait trop facile de tenter de faire oublier que la prise d'otages est intervenue dans une ville en état de siège permanent, entourée de barbelés électrifiés et de champs de mines ; dans une ville quadrillée par la légion étrangère et par la gendarmerie ; dans un pays où, pour tromper la faim et faire oublier la misère, on organise officielle-

ment le commerce d'une drogue euphorisante ; dans un pays, où pour faire taire les mécontents, on leur retire leur carte d'identité et après les avoir décrétés étrangers, on les expulse.

Bref, dans un pays sous l'oppression coloniale de la France.

Parmi les centaines d'hommes que, jour après jour, la police ramasse dans les rues de Djibouti pour les expulser de la ville, combien de gosses d'ailleurs ? Et combien de gosses menacés, terrorisés, par ces ratissages périodiques au cours desquels, comme la semaine dernière précisément, la légion fouille, perquisitionne maison par maison les quartiers pauvres ?

Quoi d'étonnant qu'un tel climat conduise à une telle exaspération, que des hommes en viennent à des extrémités comme la prise en otage d'un car scolaire.

Oh, certes, le gouvernement français parle aujourd'hui de la reconnaissance proche de l'indépendance de sa colonie. Mais pas n'importe quelle indépendance. Une indépendance formelle sous la houlette d'une créature de l'administration coloniale, potentat local vomé par la population, mais dévoué à l'impérialisme français. Et c'est précisément pour ménager la transition vers cette indépendance-là et pas une autre, que l'opposition est bâillonnée et la population soumise à une constante pression policière.

Les incidences de la prise d'otages sur les rapports avec la Somalie voisine rappellent que la responsabilité de l'impérialisme français est engagée au-delà des limites de sa colonie.

Ce qui porte le nom de Territoire Français

des Afars et des Issas est une création totalement artificielle ; résultant du découpage de la Somalie entre les impérialismes français, italien et anglais.

La République de Somalie, issue de la réunification des colonies anglaises et italiennes devenues indépendantes, revendique Djibouti dont la population est composée en majorité de Somaliens. Mais Djibouti est en même temps le principal débouché maritime de l'Éthiopie et la colonie française compte une forte minorité d'Afars, appartenant à un peuple dont la majorité vit de l'autre côté de la frontière éthiopienne.

Cherchant à diviser pour régner, l'impérialisme français a, de tout temps, attisé les oppositions qui résultent de cette situation.

Les découpages de l'impérialisme ont créé dans cette région d'Afrique comme ailleurs une pomme de discorde. Même lorsque les colonisateurs seront partis, le minuscule territoire de Djibouti restera dressé entre la Somalie et l'Éthiopie, objet de rivalités et de conflits.

La tension actuelle entre la Somalie et l'impérialisme français s'arrangera peut-être après quelques envolées verbales et quelques discours devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Mais les tensions suscitées, artificiellement entretenues, à l'intérieur même de la population de Djibouti, comme entre les peuples de Somalie et d'Éthiopie, ne sont pas prêtes à disparaître.

Pendant combien de temps toute cette région de l'Afrique payera-t-elle, et chèrement, le passage de l'impérialisme français ?

Arlette LAGUILLER.

Au Guatemala :

FLÉAU NATUREL ET FLÉAU SOCIAL

Un tremblement de terre vient, une nouvelle fois, de transformer le Guatemala en terre de mort et de ruine. 80% des habitations de la capitale sont hors d'usage. Les sans-abris se comptent sans doute par centaines de milliers. Dès l'annonce de la nouvelle, on estimait que le cataclysme avait fait au moins deux mille morts, au moins cinq mille blessés. Et cette fois encore, ce sont les quartiers pauvres les plus touchés.

Catastrophe naturelle ? Certes ; difficilement prévisible ? Sans doute — encore qu'en ce domaine les progrès de la technique ne laissent pas totalement impuissant — mais cette catastrophe ne frappe pas indistinctement. Elle frappe en fonction des catégories sociales. Les plus pauvres, les plus démunis sont les premières victimes, les plus nombreuses. Ce seront eux qui, parmi les survivants, subiront le plus durement

les conséquences du séisme : la faim, la maladie qui viennent à chaque fois ajouter leurs victimes à celles du tremblement de terre lui-même.

Mais dans ces pays, la population n'a pas seulement à craindre les fléaux de la nature. Le Guatemala en est justement une illustration.

Soumis à la domination de l'impérialisme américain, et en particulier à la puissante société US l'United Fruit C°, société qui possède à elle seule la plus grande partie des terres de ce pays — et les terres les plus riches — le peuple guatémaltèque a dû payer à l'exploitation capitaliste un lourd tribut.

On l'a vu en particulier en 1954.

Cette année-là, le président de la République guatémaltèque, le colonel Arbenz, était un officier qui n'était certes pas révolutionnaire, mais qui prétendait avoir des idées libérales, de gauche. Depuis deux ans, Arbenz

avait mis en train une réforme agraire consistant à exproprier les terres non cultivées des domaines dépassant 90 hectares. Comme on le voit, il ne s'agissait pas d'une tentative de passer au socialisme par les voies pacifiques chères à Marchais. Il ne s'agissait même pas d'une révolution agraire, mais d'une timide réforme qui ne touchait que les terres en friche, et qui laissait en particulier intactes les terres réellement cultivées par le trust fruitier américain United Fruit.

Mais il n'en a fallu cependant pas plus pour que celui-ci prenne la tête d'une véritable conspiration contre Arbenz.

Grâce à la CIA, grâce à l'appui de l'armée américaine qui livra des armes aux exilés de droite guatémaltèques réfugiés au Honduras et au Nicaragua, l'United Fruit organisa un coup d'Etat contre le président Ar-

benz, coup d'Etat dont prit la tête le colonel Castillo Armas.

En cette circonstance, plusieurs centaines, sinon plusieurs milliers de Guatémaltèques trouvèrent la mort, non pas victimes d'un tremblement de terre, mais victimes de la cupidité et de la voracité de l'impérialisme, jaloux de sa puissance.

Arbenz renversé, les quelques terres expropriées furent restituées à leurs propriétaires... ou à l'United Fruit, qui put tranquillement continuer à exploiter les paysans guatémaltèques, ne leur laissant comme salaire — pour ceux qui trouvaient du travail — que juste de quoi ne pas mourir de faim.

Et ce fléau-là, subi par le peuple du Guatemala comme par d'autres peuples d'Amérique latine ou du tiers monde, n'a rien de naturel. Il n'a rien non plus de fatal.

Espagne

70 000 manifestants à Barcelone

Depuis un peu plus de deux mois maintenant que Franco est mort, l'Espagne a connu une série de mouvements de grève pour des revendications de salaires, et de nombreuses manifestations en faveur de l'amnistie générale. La manifestation du dimanche 1^{er} février à Barcelone a été à ce jour la plus imposante, réunissant au moins 70.000 personnes, selon ses organisateurs.

La police de Juan Carlos s'est à cette occasion comportée selon sa vocation, c'est-à-dire avec brutalité. Sans sommation, elle a chargé et matraqué. De la part de la police franquiste, cela n'a pas de quoi surprendre. Mais cette répression voyante cadre moins bien avec la politique proclamée de « libéralisation » du gouvernement espagnol actuel.

C'est que cette politique, qu'a prétendu inaugurer Juan Carlos, comporte des dangers aux yeux du régime. L'attitude de semi-tolérance adoptée par le gou-

vernement à l'égard des manifestations publiques de l'opposition ne peut qu'encourager la population à s'enhardir. D'ailleurs, dans les récentes grèves, si une part revient à des décisions d'organisations syndicales ou politiques, une bonne part aussi revient à de simples initiatives locales de travailleurs enhardis à la fois par la mort de l'homme dans lequel la dictature s'incarnait et par les promesses de liberté affichées par son successeur.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes manifestant dans les rues de Barcelone, sous les applaudissements de la population aux fenêtres, c'est là quelque chose de significatif. En tout cas, le gouvernement espagnol ne s'y est pas trompé et en faisant donner sa police il a signifié qu'il entendait quant à lui mettre le holà à l'expression publique du mécontentement, dès lors qu'elle commence à prendre un peu d'ampleur.

Christiane LE GUERN.

LA MISE EN GARDE DE KISSINGER

Tandis que la victoire du MPLA semble de plus en plus probable, Kissinger a tenu à faire une mise au point en forme d'avertissement : « L'administration a le devoir de faire nettement savoir à l'Union Soviétique et à Cuba que l'Angola ne saurait constituer un précédent et que ce type d'action ne sera pas toléré à l'avenir ».

Voilà qui marque les limites de la « détente » admise par l'impérialisme américain. Pour des raisons intérieures l'administration Ford ne souhaite pas, manifestement, s'engager aujourd'hui en Angola dans un conflit durable susceptible de devenir un second Vietnam. Mais elle ne peut



admettre pour autant que l'égalité des forces dans le monde se modifie en faveur de l'Union Soviétique. Même si ce déplacement des forces n'est que la conséquence de mouvements d'émancipation nationale dont le déclenchement échappe à la volonté de l'Union Soviétique.

En fait, au-delà de l'URSS, c'est surtout aux peuples qui veulent s'émanciper que Kissinger s'adresse. Il leur signifie la volonté de l'impérialisme US de ne plus tolérer l'avènement de régimes qui ne soient pas dépendants de lui.

C'est la conception impérialiste de la liberté !

LE COMITE DE SOUTIEN A LA REVOLUTION EN OMAN, NOUS COMMUNIQUE :

La révolution omane fait face depuis quatre mois à une offensive sans précédent des troupes d'intervention étrangères.

Si la riposte des révolutionnaires a été à la mesure des offensives ennemies... la situation actuelle exige néanmoins une solidarité active et massive avec les révolutionnaires omanais.

...Le Comité de soutien à la révolution en Oman organise une journée d'action et de soutien au peuple omanais en lutte.

A Paris, cette journée, qui a été fixée au dimanche 14 mars 1976, se traduira par la tenue d'un rassemblement politique et culturel dans la grande salle de la Mutualité, de 14 h à 20 h.

Le conflit algéro-marocain

VERS LA NÉGOCIATION ?



Soldats de l'armée marocaine à la frontière algéro-marocaine.

(Fotolib)

A PRES les combats qui se sont déroulés le 29 janvier à Amgala, au Sahara occidental, et dont on a pu croire qu'ils allaient déboucher sur une véritable guerre entre l'Algérie et le Maroc, la situation s'est détendue, pour un temps du moins, dans cette région.

Tandis que les puissances arabes aussi bien que les grandes puissances multiplient les tentatives de conciliation, les déclarations d'Alger favorables à l'intervention de la mission de l'ONU semblent indiquer que le gouvernement algérien souhaite une solution négociée.

Et s'il est vrai que l'on ne

peut faire confiance ni aux dirigeants des Etats arabes ni à ceux des grandes puissances pour régler les problèmes des peuples du Mahgreb, et en particulier du peuple sahraoui, ni pour établir une paix durable, on ne peut que se réjouir de cette détente.

Car une guerre opposant l'Algérie et le Maroc sur la question saharienne serait une catastrophe pour tous les peuples de la région. Ni le peuple algérien, ni le peuple marocain, ni le peuple sahraoui, n'auraient rien à gagner, bien au contraire, à un conflit qui verrait deux Etats de pays pauvres — dans lesquels de larges couches de la population sont réduites à la misère

— engloutir des fortunes dans du matériel de guerre moderne.

Pourtant, les risques de guerre demeurent, et pas seulement parce que chacun des gouvernements des deux pays concernés a intérêt à détourner le mécontentement de son peuple vers un ennemi extérieur. Ils demeurent aussi parce que la situation qui a conduit au conflit actuel, est une situation inextricable dans la société actuelle, situation directement héritée du passé colonial, de ses frontières artificielles, de ses divisions entretenues, situation qui aujourd'hui encore sert les intérêts de l'impérialisme.

H.M.

EN IRAN :

ON FUSILLE, ON TORTURE

LES deux dernières exécutions de condamnés à mort en Iran viennent s'ajouter aux neuf autres du 24 janvier dernier. C'est plus de trois cents condamnés à morts et exécutés par le régime du Chah que l'on compte en trois ans.

Trois cents c'est un chiffre qui exprime tout à la fois l'ampleur de la répression exercée par le gouvernement iranien et la persévérance de l'opposition, dans ce pays de misères extrêmes pour les masses populaires et de fastes inouïs pour les féodaux et les serviteurs de l'Etat.

D'autres condamnés croupissent dans les prisons du Chah,

d'autres jeunes hommes ou femmes risquent leur vie pour avoir voulu abattre ce régime de terreur et d'oppression.

En France, non seulement le gouvernement entretient d'excellentes relations économiques et mondaines avec Téhéran, mais vingt étudiants iraniens viennent d'être condamnés à Paris à trois mois de prison avec sursis, puis expulsés dès le lendemain.

Ils avaient le 27 janvier dernier occupé durant trois heures les locaux de l'agence parisienne de la radiotélévision iranienne située 30, rue de la Boétie.

Les étudiants iraniens ont expliqué qu'ils avaient voulu par

cette manifestation alerter l'opinion internationale à la suite des exécutions qui venaient d'avoir lieu dans leur pays. La 23^e chambre correctionnelle de Paris a condamné chacun des étudiants pour « violation de domicile et séquestration de personnes ».

En Iran, on fusille et on torture. A Paris, on condamne ceux qui essaient de briser un silence complice. Plus même, la police de Poniatowski les expulse sans que l'on puisse savoir vers quelle frontière, sans que quiconque soit prévenu, sans que l'on puisse intervenir. Poniatowski agit ici directement au service du Chah.



Un dictateur sanglant qui jouit de la considération des grands du monde dit libre.

(Ph. ADJA)

PLIOUCHTCH APPELLE A LA LIBÉRATION DE TOUS SES CAMARADES INTERNÉS

DERRIERE les micros des nombreuses radios et télévisions françaises, anglaises, etc., sous les feux aveuglants des projecteurs, Léonide Pliouchtch accompagné de sa femme a raconté, mardi 3 février, les souffrances qu'il avait subies dans l'hôpital psychiatrique de Dniepropetrovsk et répondait aux questions des journalistes rassemblés.

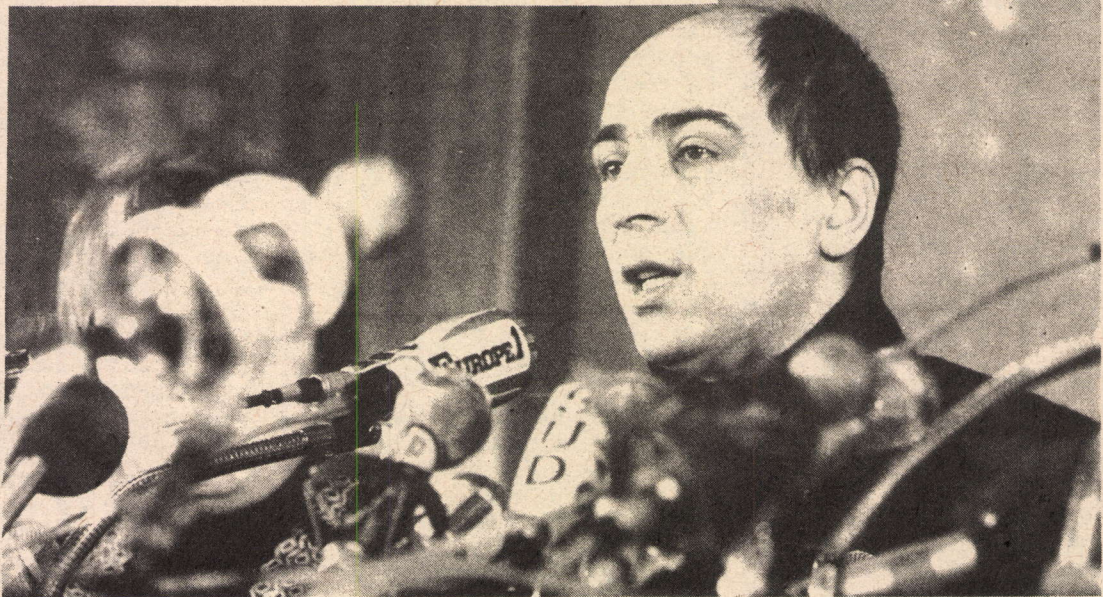
Dans une ambiance tendue et survoltée, ces questions fusaient, souvent agressives de la part de la presse de droite. En particulier, Pliouchtch dut à plusieurs reprises s'expliquer sur ses positions politiques : « Est-ce que personnellement vous restez un communiste après ce que vous avez enduré ? », « Le communisme est-il une politique valable pour la majorité de l'humanité ? », et Pliouchtch d'expliquer : « A l'asile, on me disait : quand tu auras vécu toute cette horreur, tu changeras d'opinions. Mais je répondais : mes expériences personnelles ne changeront pas mon point de vue idéologique. » A propos de Soljénitsyne, le mathématicien soviétique déclarait que « la position et l'attitude de Soljénitsyne ont toujours été celles d'un homme de très grande conscience » poursuivant « je ne suis pas d'accord avec ses opinions politiques mais c'est son droit de les avoir ».

La salle a réagi vivement, par des ricanements, lorsque le journaliste de l'Humanité prit la parole pour demander si, à la veille du XXII^e Congrès du PCF, il ne craignait pas de faire du tort aux communistes français par ses attaques contre l'URSS. Mais Pliouchtch répliquait paisiblement qu'il ne fallait voir dans le rapprochement des deux dates qu'une coïncidence et qu'il n'était pas du tout dans ses intentions de faire du tort « aux camarades communistes français ». Au cours de sa conférence, il réitéra d'ailleurs plusieurs fois ses remerciements « aux camarades du PCF » (et du Parti Communiste Italien) pour leurs interventions en sa faveur, les appelant « à poursuivre la lutte contre les persécutions sauvages subies par les opposants soviétiques ». Était-ce là une position tactique vis-à-vis du PCF, qui fut cependant l'un des derniers, et avec bien des réticences, à parler de sa situation et à prendre position en faveur de sa libération ?

Au fil des questions et des réponses, Pliouchtch devait également déclarer : « tout le système soviétique est malade et a des signes de pourrissement... Mais il y a des forces saines qui sont représentées par les paysans et les ouvriers. Je compte aussi sur la force des humanistes et des libéralistes qui feront que peu à peu le régime abandonnera la dictature... ». Il terminait ses interventions sur un rappel des situations désespérées de cer-

tains emprisonnés politiques comme Djemilev, qui prit la défense des Tatars de Crimée déportés massivement en Sibérie, et un appel « à la Gauche internationale pour qu'elle agisse pour la libération de tous les emprisonnés politiques en URSS ».

Lucienne PLAIN.



Léonide Pliouchtch à la conférence de presse le 3 février, à la Mutualité (Photo Gornek-Adja)

Les traitements dans les hôpitaux psychiatriques "disciplinaires"

Mathématicien soviétique ukrainien, Léonide Pliouchtch a 37 ans. Il fut arrêté en 1972 pour propagande antisoviétique, interné en prison, puis en hôpital psychiatrique de juillet 1973 au 6 janvier 1976. Voici quelques extraits de la déclaration faite par Pliouchtch sur les traitements subis :

« Dès le premier jour, l'horreur me saisit : il y avait dans la salle plus de malades que de lits. Je fus placé en troisième au milieu de deux lits poussés ensemble. Sur les lits, les malades se tordaient de dou-

leurs dues à l'halopéridol : l'un avait la langue pendante, l'autre les yeux exorbités, le troisième marchait en long et en large, courbé d'une manière peu naturelle. Certains étaient alités et gémissaient de douleur : on leur avait injecté du soufre. Ils m'expliquèrent qu'ils avaient été punis pour mauvaise conduite. »... « Les internés politiques m'expliquèrent immédiatement qu'on ne pouvait jamais protester, sinon on récoltait un traitement renforcé par neuroleptiques, des piqûres de soufre ou l'interdiction d'aller aux toilettes. Devant les

médecins, il faut reconnaître qu'on est malade et renier toutes ses opinions. »... « Un des malades qualifia les médecins de gestapistes. On lui prescrivit une piqûre de soufre (après une piqûre de soufre, la température monte jusqu'à 40°, l'endroit de la piqûre fait très mal, les douleurs sont si fortes que le malade ne sait comment se mettre ; nombreux sont ceux qui ont des hémorroïdes après les piqûres de soufre). Ce malade a hurlé de douleur pendant 24 heures, essayant d'y échapper en se cachant sous son lit... »

LIP : les largesses démagogiques de Giscard

Giscard l'a fait savoir avec le maximum de publicité, le gouvernement interviendra pour renflouer les caisses de Lip.

C'est que, deux ans après la longue lutte contre les licenciements et après le « sauvetage » de l'entreprise bisontine par des patrons « de gauche », Lip se trouve de nouveau en difficulté et des réductions d'horaire et des mises à la retraite anticipée sont envisagées. Comme quoi, de gauche ou pas de gauche, les patrons devant les difficultés ne connaissent qu'une solution : s'en prendre aux travailleurs, la seule différence entre les uns et les autres étant que les patrons « de gauche » ont, dans ces circonstances, la mine un peu plus désolée que les autres. Mais, pour les travailleurs, cela ne change que peu de choses.

Mais ces mesures ne suffisent pas et un trou d'une dizaine de millions (nouveaux) reste à boucher ; il le sera grâce aux fonds d'un organisme gouvernemental d'aide aux entreprises en difficulté, sur l'intervention personnelle de Giscard.

Cette intervention de Giscard est, d'une certaine manière, l'hommage du vice à la vertu, car on peut être sûr que sans la grande grève, l'occupation et la vente des montres par les Lip en 1973, le dossier Lip serait resté comme bien d'autres au fond d'un tiroir. Mais, parce qu'il s'agissait de Lip, d'une entreprise où les travailleurs avaient mené une des plus longues luttes de ces dernières années, Giscard a saisi l'occasion pour se faire un peu de publicité. Cette intervention lui donne un petit air « social », « moderne », qui cadre très bien avec l'image qu'il veut donner de lui-même. Monsieur le président suit avec intérêt « l'expérience de patrons progressistes chez Lip », et au besoin donne son petit coup de pouce, laisse-t-il dire complaisamment.

Mais la démagogie de Giscard ne passe pas même auprès des patrons. Ceux de l'horlogerie qui se plaignent d'avoir eux aussi les mêmes difficultés que Lip. Mais aussi le CNPF qui a, paraît-il, manifesté son irritation devant l'attitude de Giscard. Une irritation qui ne se manifeste guère lorsque le gouvernement distribue les milliards aux trusts tels Michelin, Peugeot et autres fabricants de Mystère.

Mais derrière tout ce cinéma, il y a la crise, la crise dont sont responsables Giscard et les siens. Et face à cette crise les travailleurs, s'ils ne veulent pas la payer, ne peuvent compter sur les gestes publicitaires de Giscard qui prend dans la poche des travailleurs pour distribuer à certains patrons.

Grandes et petites manœuvres à propos de l'Europe

En ce qui concerne l'élection du Parlement européen au suffrage universel, le Parti Socialiste vient de raffermir sa position. Tout en se déclarant favorable à une telle élection à condition qu'elle le soit au suffrage universel direct, le PS met en garde Giscard et le gouvernement contre « toute tentative de manipulation de l'opinion française... Le PS appellerait le cas échéant les Françaises et les Français à refuser de caution-

ner les manœuvres du pouvoir ».

Giscard est donc prévenu. S'il s'avise de faire un référendum sur l'élection au suffrage universel du Parlement européen, il risque de trouver le PS dans le camp des abstentionnistes. Tout comme Pompidou lors de son référendum sur l'Europe, en 1972. On comprend l'intérêt du pouvoir pour de telles manœuvres : constituer un succès personnel pour le chef de

l'Etat, et enfoncer un coin entre le PS favorable à l'Europe, et le PCF qui est contre. Ah si Giscard pouvait isoler les gaullistes, à droite, le PC à gauche, rallier le PS, et « gouverner au centre » comme il le souhaite !

Mais nous n'en sommes pas là. Comme en 1972, une éventuelle abstention du PS pourrait faire échec au référendum. Pour le moment donc, le PS ne marche pas. Pour le moment...

RÉUNIONS PUBLIQUES "LUTTE OUVRIÈRE"

A TOULOUSE

JEUDI 12 FEVRIER, à 21 h
SALLE DU SENECHAL
(rue de Rémusat)

A ROUEN

VENDREDI 13 FEVRIER, à 20 h 30
HALLE AUX TOILES

**OU
VA
LE P.C.F. ?**

QUAND LE REPRESENTANT DE LA GRANDE MUETTE AURAIT MIEUX FAIT DE SE TAIRE

Bigeard ne travaille pas dans la finesse. Il fait dans le style corps de garde. Décoratif, le général avait été pris au gouvernement par Giscard pour faire plaisir aux officiers d'active et de réserve, aux civils et militaires qui font le salut au drapeau chaque matin avant de se laver les dents. Dans ce rôle, il aurait pu faire l'affaire.

Mais malheureusement, Bigeard parle ! Et la semaine dernière, il a fait parler de lui, en déclarant qu'il voulait marier Arlette Laguiller avec un second maître ou un parachutiste.

Avec la franchise rudimentaire du soudard, il casse la baraque de Giscard. Quand celui-ci se vante d'avoir le gouvernement qui a le plus de femmes au monde, son homme-léopard remet les choses au point. Giscard, au-

dessus de la table, tient des propos intellectuels, brillants, civilisés ; Bigeard, lui, travaille au-dessous de la table.

Mais Bigeard n'est pas seulement un rustre, c'est aussi un vantard, puisqu'il laisse entendre à sa façon que, pour faire passer ses idées à une (ou un) révolutionnaire, il suffit de le mettre en contact avec un militaire.

Vantard — mais il ne prend pas de risques. Au point d'interdire les casernes mêmes aux idées gauchistes. Au point d'emprisonner ceux qui les défendent dans les casernes. Il faut croire qu'il n'est pas si sûr de son affaire et que, même s'il ne comprend pas grand-chose, il comprend qu'il vaut mieux ne pas laisser les jeunes militaires en contact ne fût-ce qu'avec un gauchiste.

LE PAPE PREND POSITION SUR LES MOUVEMENTS FEMINISTES (Version Lutte Ouvrière)



RENVOYEZ L'ASCENSEUR

Dernièrement, dans un immeuble bourgeois de quatre étages, à Dijon, l'avocat du troisième a acheté l'ascenseur, qu'il a aussitôt fait bloquer à son étage et sur lequel il veille jalousement. Les commandes sont à l'intérieur de son appartement et malheur à ceux qui n'ont pas l'honneur de lui rendre visite et qui profiteraient de la course de l'ascenseur pour se rendre au quatrième étage ou plus modestement au deuxième étage. L'avocat veille et risque de les bloquer toute une journée entre deux étages.

Pour éviter les drames, les usagers résignés empruntent l'escalier.

Mais que va-t-il advenir d'eux lorsque l'avocat aura acheté les escaliers ?

LA LIBERTÉ, ÇA N'A PAS DE PRIX

Après deux ans de détention « provisoire », deux hommes, accusés d'incendie volontaire, ont été acquittés, en 1974, par la cour d'assises du Nord.

Ils viennent d'obtenir des indemnités pour ces deux ans de prison. 4.000 F pour l'un, qui est maçon, soit moins de 6 F par journée de détention. Et 20.000 francs pour le second, qui était restaurateur. Ce que la justice rembourse (à un tarif dérisoire), c'est le préjudice subi. Le maçon, qui n'avait rien, n'a pas reçu grand-chose. Le restaurateur, dont l'affaire avait périclité, a touché un peu plus.

Quand à la liberté, elle n'a pas de prix. C'est sans doute pourquoi le tribunal la compte pour rien ou presque.

A.V.

L'IMMOBILIER AU ROYAUME DE L'ESCROQUERIE



Cinq animateurs d'une chaîne de résidences pour les personnes âgées, la chaîne « Aurélia », viennent d'être inculpés d'infraction à la loi sur la construction, d'escroquerie, d'abus de confiance, de faux et usage de faux et de recel.

Promettant de construire 600 studios au prix de 50.000 F pour les personnes âgées, dans la région de Strasbourg, et jouant très ouvertement sur le caractère social de leur construction, ils ont drainé l'argent de nombreux petits épargnants et modestes retraités qui, craignant une dévaluation monétaire, avaient versé la totalité du prix de ces logements avant leur construction.

Mais ces promesses restèrent sans suite. Et aujourd'hui, sur les sommes versées, 11 millions ont disparu.

Ce nouveau scandale immobilier, dévoilé en mê-

me temps que plusieurs autres du même genre, montre que, dans le monde des promoteurs, les crapules et les truands semblent avoir bien plus de réalité que les constructions. Et cela, non sans une certaine complicité de l'Etat qui, au nom de la libre entreprise, laisse se développer la libre escroquerie. Mais il y a longtemps qu'avec un certain Rives-Henry on ne se faisait plus d'illusions.

Roger MEYNIER.

L'ANNEE DU SINGE

Quarante ans après la sortie du film *King Kong*, deux compagnies cinématographiques américaines, Universal et Paramount, se livrent une lutte acharnée pour produire séparément une nouvelle version des aventures du terrible monstre. Pour réaliser ce projet, chacune de ces compagnies est prête à consacrer 12 millions de dollars.

Universal a déjà commencé à construire un *King Kong* mécanique mesurant environ 1,80 m tandis que, chez Paramount, le singe sera tout aussi artificiel mais il sera gigantesque, ayant 12 mètres de haut.

Qui l'emportera ? On serait tenté de laisser les deux monstres s'affronter, et que le meilleur gagne !

Mais au fait, on connaît ici un pithécanthrope galonné qui pourrait peut-être faire l'affaire.

leçons du passé

LE 6 FEVRIER 1956 GUY MOLLET, LES TOMATES ET LA DROITE

Le 6 février 1956, le secrétaire général du Parti Socialiste, Guy Mollet, président du Conseil depuis une semaine, arrive à Alger.

Mollet, qui a mené toute sa campagne électorale sur le thème de « la paix en Algérie » (1), et le ministre résident en Algérie qu'il vient de désigner pour remplacer Soustelle, le général Catroux, apparaissent aux yeux de la population pied-noire comme les « braudeurs de l'Algérie française ». L'extrême-droite algéroise a mobilisé ses troupes et appelé la population à manifester. Et c'est sous les pierres et les tomates que Guy Mollet fera son entrée à Alger, ne devant qu'à la protection de l'armée — la police est pratiquement en état de désobéissance — de pouvoir se réfugier au Palais d'été.

Le soir même, Catroux démissionne (il sera remplacé par le

tristement célèbre Lacoste, lui aussi membre de la SFIO). De retour en France, Guy Mollet se fait voter par l'Assemblée nationale les pouvoirs spéciaux pour l'Algérie, le 12 mars suivant. Le 15 mars, il envoie des troupes de renfort en Algérie. Et il apparaît alors de plus en plus clairement que, malgré tous les discours sur la recherche d'une solution négociée, l'essentiel de la politique de Guy Mollet c'est la poursuite et l'intensification de la guerre.

Que s'est-il donc passé entre les élections de janvier 1956 et ces événements ?

Pour toute la partie de la gauche qui dénonce la politique algérienne de Mollet, l'explication est simple : Guy Mollet, qui avait sincèrement promis de faire la paix en Algérie pendant sa campagne électorale, a « craqué » le 6 février devant les tomates. Le socialiste André Philip parlera de « l'effondrement intérieur d'un homme ».

La réalité est tout autre. D'abord,

dans la mesure où Guy Mollet était sincère, avant les élections de janvier 1956, quand il parlait de négociations en Algérie, cela voulait simplement dire qu'il voulait rechercher par la négociation avec le FLN une solution qui préserve pour l'essentiel les intérêts de l'impérialisme français, quitte à intensifier la guerre si cela s'avérait nécessaire pour imposer des concessions au FLN.

Ensuite, ce n'est pas la peur physique devant les pierres et les tomates qui a amené Guy Mollet à infléchir sa politique — à supposer qu'il n'aurait pas mené rigoureusement la même s'il n'était pas allé à Alger ce 6 février.

Si les pierres et les tomates ont joué un rôle, ce n'est que dans la mesure où elles concrétisaient la possibilité pour la droite et l'extrême-droite françaises d'utiliser comme masse de manœuvre le million d'Européens d'Algérie et le mécontentement des cadres de l'armée.

Et Guy Mollet ne sera pas le seul à reculer devant ce problème. Tous les gouvernements qui lui succéderont sous la Quatrième République reculeront de la même manière devant la droite, alors même qu'il est évident que la bourgeoisie française n'a pas d'autre issue que de reconnaître l'indépendance de l'Algérie. Et cette bourgeoisie devra faire appel à De Gaulle pour imposer — au terme de quatre années de guerres supplémentaires — l'indépendance de l'Algérie à la droite et l'extrême-droite françaises et à son OAS.

Mais les tomates d'Alger doivent nous rappeler que, même pour imposer une solution politique conforme aux intérêts de la bourgeoisie, la gauche réformatrice est bien incapable d'affronter la droite. Que serait-ce s'il s'agissait des intérêts de la classe ouvrière ?

Anna DARGENT.

(1) Voir Lutte Ouvrière n° 387.

COMMERCE ET IMMUNITÉ

L'AFFAIRE Mérieux a montré comment ce laboratoire pharmaceutique a pu commercialiser au grand jour, pendant des années, des produits dont la fabrication par ses soins était absolument illégale. Il s'agit en particulier de gamma-globulines spécifiques (les gamma-globulines constituent la partie du plasma sanguin qui supporte les propriétés immunitaires, c'est-à-dire la capacité de s'opposer à certains microbes ou à leurs toxines), véritables sérums d'origine humaine, obtenus à partir du sang de donneurs préalablement hyper-immunisés contre la maladie.

Les lois de 1952 et 1961 confient en effet au Centre National de la Transfusion Sanguine le monopole du prélèvement de sang humain et du traitement de ses dérivés, afin d'éviter que des entreprises privées puissent faire des bénéfices aux dépens de donneurs bénévoles ou, pire encore, sur la santé de malheureux voyant dans la vente de leur sang le seul moyen de gagner quelque argent.

Rien ne permet de dire que la production des gamma-globulines spécifiques Mérieux, qui faisait effectivement appel à des donneurs de sang appointés, ait donné lieu à un véritable scandale de la traite du sang, analogue à celui qui existe dans certains pays, où l'on exploite sans vergogne les éléments les plus pauvres de la population. Mais Mérieux connaissait bien ce problème et en

parlait non sans un certain cynisme, si l'on en juge par ces lignes, consacrées à la fabrication aux Etats-Unis de sérum antitétanique d'origine humaine et extraites d'une de ses brochures publicitaires destinées aux médecins : « **Signalons un détail amusant. Pour que les donneurs rémunérés n'aillent pas se faire prélever de banque de sang en banque de sang, dans la même journée ou la même semaine, on les identifie par une marque fluorescente persistante à un ongle. Chaque banque de la région de Los Angeles par exemple dispose ainsi d'un doigt déterminé d'une des deux mains des donneurs** ».

Pour augmenter le rendement de ses donneurs appointés, c'est-à-dire pour obtenir une plus grande quantité de gamma-globulines spécifiques pendant la brève période de temps où ils sont hyper-immunisés, Mérieux ne se contentait pas de leur faire de banales prises de sang. Il utilisait une technique beaucoup plus complexe, la « plasma-phérèse », qui consiste à prélever le sang d'un donneur, à séparer les globules rouges du plasma contenant les gamma-globulines et à réinjecter au donneur ses propres globules rouges. Moyennant quoi, on peut augmenter considérablement la quantité et le rythme des prélèvements sans risquer de créer une anémie grave. « **Ainsi peut-on obtenir, écrit Mérieux dans la brochure déjà citée, à partir d'un même donneur des quantités énormes de plasma : un à deux litres**

par semaine, plusieurs dizaines de litres par an ». Ainsi Mérieux peut-il aussi se vanter d'avoir besoin de quatre fois moins de donneurs que le Centre National de la Transfusion Sanguine pour préparer les mêmes quantités de gamma-globulines spécifiques. Mais cette technique complexe, qui transforme les donneurs en receveurs de leurs propres globules rouges ayant subi toute une préparation, n'est pas sans danger. Et est-elle justifiée autrement que par des nécessités commerciales ?

On peut accepter de faire courir un risque conscient à des donneurs prévenus, dans un but de solidarité. Mais peut-on le leur faire courir pour en tirer profit, même en les « rétribuant » ?

Mérieux va devoir en tout cas abandonner cette activité en France et il s'indigne du fait qu'après avoir profité pendant vingt-quatre ans d'une totale « immunité » pour la fabrication et la vente de ses immuno-globulines, il doive maintenant y mettre fin. Mais ce qu'il faut retenir de cette affaire, n'est-ce pas au contraire le fait que, pendant si longtemps et en toute connaissance de cause, l'Etat ait permis que sa propre législation soit si ouvertement piétinée ?

Seulement, quand on s'appelle Mérieux et qu'on appartient au groupe Rhône-Poulenc, l'Etat n'est-il pas d'abord à votre service ?

François DUBURG.

VAMPIRISME ET MERCANTILISME

En 1972 éclata à Haïti un scandale du trafic du sang, qui révéla que, pour subsister, de nombreux habitants des quartiers pauvres de Port-au-Prince vendaient leur sang à une société américaine, la « Hemo Carribean SA », qui l'exportait aux Etats-Unis, avec des substantiels bénéfices à la clef, comme il se doit.

Alors, quand après cela Alain Mérieux vient expliquer à la télévision qu'il n'a jamais importé de sang en provenance de pays sous-développés, mais seulement des Etats-Unis, on voit que cela ne prouve rien. Car d'où venait ce sang américain ?

Et le député socialiste Gau, dans sa question écrite, n'avait peut-être pas tort de dire que l'Institut Mérieux participait à un trafic de sang international.

CE DONT LA GRANDE PRESSE N'A PAS PARLÉ : placentas de tous les pays

Mérieux ne s'est pas contenté de violer ouvertement la législation sur le commerce du sang humain et de ses dérivés, pour certains produits. Il a aussi trouvé le moyen de la tourner à grande échelle, en organisant, pour la préparation d'autres dérivés sanguins, la récupération des placentas humains (qui, après leur expulsion de l'utérus, contiennent encore une quantité notable de sang maternel) dans 2.000 maternités de France et de l'étranger.

De tout cela, la grande presse ne parle pas. Et le ministère de la Santé n'a pas interdit ces pratiques à Mérieux, bien que, si cela ne viole pas la lettre de la loi, cela en viole l'esprit (le sang n'est pas prélevé à des donneurs, mais il s'agit bien de commerce de dérivés du sang et de sang humain).

1.300 à 1.500 tonnes de placentas humains parviennent ainsi chaque année à

l'usine de Marcy-l'Etoile et permettraient — d'après *Le Quotidien du médecin* du 2 février — la production de deux millions de flacons de sang et de 1.800 kg de gamma-globulines polyvalentes et d'albumine. Pour avoir vendu à l'étranger beaucoup de ce dernier produit, Mérieux aurait même obtenu en 1974 l'Oscar de l'exportation. En tout cas, une grande partie des profits de la firme viennent de là.

Des millions de femmes, de par le monde, ont donc contribué, bien involontairement et sans le savoir, à augmenter encore la fortune de Mérieux et de Rhône-Poulenc.

La justification de Mérieux, c'est qu'il ne s'agit là que de la récupération d'un produit autrefois perdu. Sans doute. Mais si votre médecin vous prescrit des gamma-globulines polyvalentes ou tout autre dérivé du sang, donnez quand même la préférence à ceux du Centre National de Transfusion Sanguine, fabriqués à partir du sang de donneurs volontaires, prélevé de façon stérile (ce qui n'est bien sûr pas le cas des placentas de Mérieux). Vous ne risquerez pas de trouver le mouchoir de la sage-femme au fond du flacon !

UN PHILANTHROPE

Dans les déclarations qu'il a faites à propos de cette affaire, le Dr Charles Mérieux a présenté son institut comme une entreprise philanthropique : c'est pour que le sang des donneurs bénévoles puisse être utilisé à d'autres usages qu'il s'est lancé dans l'industrie du sang maternel, c'est pour sauver l'humanité souffrante qu'il fabrique des vaccins et sérums. Bref, tout ça serait tellement désintéressé que le Dr Denoix, directeur général de la santé au ministère de Mme Veil, s'est écrié le 2 février : « **La santé publique est reconnaissante aux Mérieux des services rendus** ».

C'est donc un pur hasard, sans doute, si ces « services rendus » ont permis de bâtir une fortune considérable et si l'entreprise philanthropique que serait l'Institut Mérieux s'est lancée dans la fabrication de sérums et de vaccins, à destination humaine ou vétérinaire, hautement rentables, en laissant à des entreprises sans buts lucratifs, comme l'Institut Pasteur, le soin de s'occuper des secteurs moins rentables.

Mais il est vrai que, pour pouvoir être qualifié de philanthrope, il faut d'abord être millionnaire.

Et du côté du Centre National ?

Sans bénéfices, c'est sûr, mais pas forcément sans avantages

Ce sont manifestement les protestations du Centre National de la Transfusion Sanguine qui ont empêché le gouvernement de conclure un compromis avec Mérieux, à propos de la fabrication des gamma-globulines spécifiques. Le CNTS est en effet lancé dans une vaste campagne pour imposer dans les faits le monopole que les lois de 1952 et 1961 lui ont accordé en

droit. Et il ne se contente pas de faire la guerre aux établissements privés qui ne respectent pas ce monopole, ce qui est justifié. Mais il fait fermer les laboratoires des services d'hématologie (services spécialisés dans l'étude du sang et de ses maladies) d'un certain nombre d'hôpitaux publics, ce qui est moins justifié. Cela aboutit à faire

licencier un certain nombre d'hématologistes des hôpitaux et à faire effectuer leur travail par un personnel moins qualifié, par exemple des étudiants en médecine, moins payés.

C'est que les établissements du CNTS, pour être des établissements publics, n'en sont pas moins intéressés — et pas seulement moralement

— à l'application stricte du monopole, car le volume de leur chiffre d'affaires n'est pas sans incidence sur les traitements et autres avantages en nature des gens qui s'en occupent.

Parce que, dans cette société, il ne suffit pas de nationaliser une entreprise isolée pour lui retirer son caractère mercantile.

LE ROLE DE LA PRESSE RÉVOLUTIONNAIRE DANS LA CONSTRUCTION DU PARTI

POUR être un bon instrument, un hebdomadaire ou un quotidien révolutionnaire doit apporter à ses lecteurs un aliment politique, leur permettant de mieux comprendre les événements et les armant pour la défense des idées socialistes (voir *Lutte Ouvrière* n° 386, « Quel le presse correspond au mouvement révolutionnaire ? »). Mais le rôle de la presse révolutionnaire ne s'arrête évidemment pas là et on ne saurait en discuter sans examiner quelle fonction doit remplir cette presse dans le développement de l'organisation qui la publie et dans la construction du parti ouvrier révolutionnaire.

La presse d'une organisation révolutionnaire ne doit pas servir seulement, en effet, à véhiculer vers l'extérieur les idées de cette organisation. Elle a aussi à remplir un rôle d'unification, d'homogénéisation politique de l'organisation elle-même, rôle d'autant plus important que l'organisation est plus grande (plus un groupe est petit, plus l'unification politique peut se faire par la communication orale, et cela d'autant plus facilement qu'il peut y avoir des contacts directs fréquents entre les militants) et qu'elle intervient plus activement dans les luttes ouvrières et dans les événements politiques (car si une revue peut suffire à la propagande, l'agitation exige une périodicité courte, et une organisation engagée dans des luttes réelles a besoin, pour unifier les interventions de ses militants, pour les armer pour leur combat quotidien, de la presse la plus « à jour » possible).

Mais la presse d'une organisation révolutionnaire ne doit pas seulement servir d'instrument de liaison entre la direction politique de cette organisation et ses membres. La presse a également un rôle à remplir, pour cette direction, en tant qu'instrument d'élaboration politique.

Il n'y a pas, en effet, de ligne politique digne de ce nom, qui ne soit fixée sur le papier et soumise ainsi à la critique de tous les militants de l'organi-



considérable. De ce point de vue, on peut considérer l'amélioration de la périodicité d'une presse comme un facteur positif en soi. On ne peut pas, cependant, raisonner sur le seul facteur périodicité, en faisant abstraction de l'implantation de l'organisation révolutionnaire dans les masses et de ses capacités d'intervention dans les luttes.

Pour des marxistes, l'élaboration politique est inséparable de l'activité pratique, non seulement en ce sens qu'il n'y a pas d'activité juste sans élaboration politique, mais également en celui qu'il n'y a pas d'élaboration politique possible, indépendamment d'une pratique politique, et que les capacités d'intervention d'une organisation déterminent aussi la limite supérieure de ses capacités d'élaboration théorique.

Cela signifie que si, pour un parti révolutionnaire, présent dans toutes les luttes, y jouant un rôle déterminant, un quotidien serait incontestablement un besoin, à l'opposé, pour un petit groupe, réduit par la force des choses à une activité purement propagandiste et au commentaire des événements politiques l'effort de publier ne serait-ce qu'un hebdomadaire peut être dénué de sens. Et qu'entre ces deux cas extrêmes, une organisation révolutionnaire doit déterminer la capacité optimum de sa presse en fonction de sa taille et de son implantation.

Viser un objectif trop haut ne serait pas seulement dangereux parce que cela pourrait entraîner des investissements de force militante sans rapport avec les capacités de cette organisation. Ce pourrait l'être aussi du point de vue de la qualification politique de la direction de cette organisation à travers la rédaction de sa presse.

Car le rôle d'un journal dans la formation politique de sa rédaction n'est nullement automatique. Il exige au contraire la volonté consciente, de la part d'une organisation, de faire jouer à sa presse ce rôle d'élaboration scientifique d'une politique au service de la classe ouvrière. Et l'exemple du Parti Communiste Français est là pour montrer à quel point l'existence d'une presse abondante, et même quotidienne, n'empêche pas une direction politique de dissimuler éventuellement ses zig-zags et ses retournements aux yeux de ses propres sympathisants, en utilisant sa presse non pas comme un instrument d'éclaircissement, mais comme un instrument de camouflage.

Dans ce cas-là, le problème réside d'abord, bien sûr, dans le fait que le Parti Communiste Français mène depuis longtemps une politique qui n'a plus rien à voir avec la défense des intérêts historiques du prolétariat, et il pourrait sembler que ce problème ne concerne pas les organisations qui se placent sur le terrain du marxisme révolutionnaire. Mais en fait, le danger d'opportunisme « journalistique » existe aussi bel et bien pour celles-ci.

Pour vivre, un journal a en effet besoin d'un pu-

blic. Mais selon que l'on considère ce journal d'abord comme le moyen de véhiculer les idées de l'organisation dans le public de cette organisation, ou d'abord comme le moyen d'agrandir ce public, cela peut avoir des conséquences très différentes sur la manière dont la rédaction considère son rôle.

Agrandir le public, l'audience d'un journal, cela peut se faire parfois en se faisant le reflet, l'écho, de certaines couches sociales, d'un public pré-existant, plutôt qu'en essayant de gagner un à un des gens au point de vue de l'organisation révolutionnaire. Et quand le fait d'élargir rapidement son public est vital pour un journal, parce qu'un public suffisant pour le faire vivre n'existait pas au départ, alors le danger est grand de voir la rédaction de ce journal essayer de s'adapter, consciemment ou inconsciemment, à un public existant.

L'extrême-gauche révolutionnaire a d'ailleurs trop souvent, dans le passé, donné des preuves de ses capacités d'adaptation à d'autres milieux sociaux que celui vers lequel devrait tendre l'essentiel de ses efforts — la classe ouvrière — pour qu'on prenne un tel danger au sérieux en ce qui concerne sa presse.

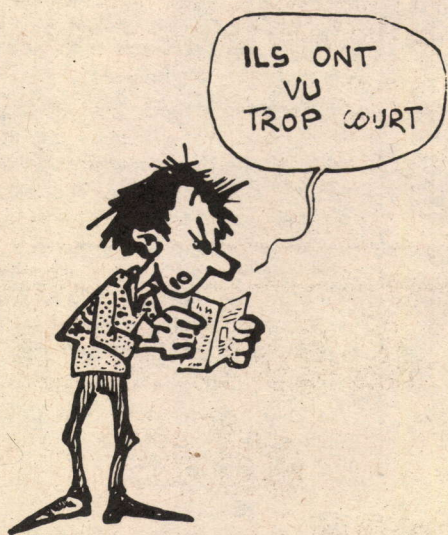
Comme on le voit, le problème de l'adaptation de la presse d'une organisation à ce qu'est cette organisation n'est pas un problème simple. Et il n'y a malheureusement pas d'équation qui permette de le résoudre facilement. Mais il faut bien comprendre que c'est le développement atteint par une organisation qui doit déterminer la nature de sa presse, et non l'inverse. Et que, s'il est essentiel de doter son organisation d'une presse correspondant à sa taille et à son implantation, considérer la presse comme un raccourci de plus vers la construction du parti révolutionnaire serait une erreur qui pourrait avoir de graves conséquences.

De la réponse à toutes ces questions dépend la décision pour une organisation politique du choix de la presse qu'elle devra faire l'effort de publier.

Nous ne sommes évidemment pas bien convaincus que les camarades de *Rouge*, en décidant de sortir un quotidien, soient en mesure d'apporter à toutes ces questions une réponse positive. Nous ne pouvons répondre à leur place. Et ce sont les prochaines années qui nous diront dans quel contexte se situe leur décision. Tout ce que nous disons et répétons, c'est que nous ne posons pas le problème sous un angle de vaine concurrence. Nous souhaitons très sincèrement la réussite du quotidien *Rouge*, et non son échec.

Car nous avons toujours considéré qu'aucune de nos organisations n'est capable à elle seule de résoudre de A à Z la question du parti.

Cette question fondamentale du futur parti révolutionnaire ne pourra résulter que du regroupement d'organisations qui, chacune à sa façon et chacune dans son domaine, auront connu plus de réussite que d'échec.



sation, des autres courants du mouvement révolutionnaire, des adversaires politiques, et soumise à l'épreuve du temps et des faits. Car ce n'est qu'en confrontant les positions adoptées à un moment donné avec ces critiques et avec les événements ultérieurs, qu'une organisation peut vérifier la justesse de sa propre ligne et la corriger ou la modifier au besoin, d'une manière sérieuse et honnête, c'est-à-dire au grand jour, sans essayer de dissimuler ces changements d'orientation aux autres... quand ce n'est pas à soi-même.

Ce rôle de formation, de qualification politique de la direction d'une organisation, n'est bien sûr pas indépendant de la périodicité de sa presse. Et entre la publication d'une revue trimestrielle, laissant à sa rédaction le temps de changer dix fois de position entre deux numéros, et la confrontation hebdomadaire ou quotidienne de ses analyses, de sa politique, avec les faits, il y a bien sûr une différence



lu avec intérêt... lu avec intérêt... lu avec intérêt

Libération

Libération du 3 février 1976

Les autres Pliouchtch

Publiée dans Libération le jour même de la conférence de presse de Pliouchtch, la liste reprend des noms figurant dans le dossier établi par Peter Reddaway. Libération explique : « Nous nous sommes volontairement limités aux opposants qui sont aujourd'hui toujours internés en URSS » et « nous nous sommes intéressés aux seuls internements en hôpitaux psychiatriques ». Pourquoi la publication de ces textes ? Libération s'en explique dans son numéro du 3 février.

« ...Car, et c'est l'objectif de cette liste, de ces « curriculum vitae » politiques et « médicaux », ces hommes doivent être libérés. Parce que c'est un droit fondamental pour tous les hommes, que ce soit en Union Soviétique, en Iran ou en France. La démocratie commence avec le droit de penser différemment.

Certains verront malice à publier une telle liste l'avant-veille de l'ouverture du 22^e Congrès du Parti Communiste Français. Ce n'est pas de la malice. C'est effectivement délibéré, et pour une raison qui, en l'occurrence, n'a pas pour origine nos désaccords avec le Parti Communiste. Il suffit en effet de tirer la leçon de la libération de Pliouchtch. La solidarité internationale des mathématiciens a joué un rôle considérable, capital même, mais personne ne niera que la condamnation de tels procédés par le Parti Communiste a joué également un rôle extrêmement important. A l'heure où le PCF déclare avec ce congrès « poursuivre son évolution », selon les termes de l'un de ses dirigeants, ils trouveront ici l'occasion de prendre une part à nouveau active dans la mobilisation pour la libération de ces opposants. »

BELOV Iouri
BZHESLAVSKY
CIDZIKAS Pierre
DAVARASH VILI Boris
DAVLETOV Kim
EVDOKIMOV Boris
GRACHEV
IGRUNOV Vyacheslav
JOGESMA Heino
KITOV
KOREIKO Nicalai
KOVGAR Boris
KOZLOV
KRASIVSKY Zinovy
KUKOBAKA Mikhail

LUPYNOS
MAIAUSKAS
MALYSHEV Constantin
NIKITENKOV
PARAMONOV
PASKAUSKIENE
PLAKHOTNYUK
RAFAELSKY
RUBAN Nicolai
SPINENKO
TERELIA Iosip
TITOV Vladimir
TRIFONOV Vladimir
TRISH Vasily
UGNACHEV Alberi

Suite de la liste, publiée dans Libération du 4 février 1976

BROVKO Iouri
MALKHAZIAN Alexandre
ORESHKIN Pyotr
PONOMARYOV Anatole
Mme POSKIENE Birute
SHRAMKO
TAMONIS Mindaugas

TARASOV Adrien
VINOKUROV Boris
BALAKHONOV Vladimir
LUKYANENKO Lev
MENKUSHEV Vyacheslav
OGURTSOV Igor
ZIPRE Algirdas
IVANOVA Raisa

A NOS LECTEURS,

Nous n'avons pas pu, cette semaine, faute de place, publier la suite de nos reportages sur l'extrême-gauche dans les grandes entreprises et dans les grandes villes du pays.

Mais cette rubrique sera reprise dès la semaine prochaine.

le quotidien du peuple

A propos de "Chronique des années de braise"

Dans le Quotidien du Peuple du 3 février 1976, sous le titre « Nous ne sommes pas nés de rien », une interview de Mohammed Lakhdar Hamina, réalisateur du film *Chronique des années de braise*, qui explique comment il a conçu le film et pourquoi.

« ...Ce n'est pas une lutte des bons contre les méchants, mais tout un cheminement authentique, qui ne peut être remis en cause : avant 1954 les paysans n'étaient pas organisés. Au début, ils se révoltent contre les faits de la nature, puis ils en arrivent à se demander : « Qui a parqué les Algériens dans ce désert aride et s'est emparé des bonnes terres ? ». Puis dans les villes

ils connaissent la misère, la répression directe. Partout devant eux ils reconnaissent le système colonial...

...Chaque pays devrait faire un film-bilan sur son histoire, pour montrer le cheminement des idées sous le colonialisme, pour montrer que nous ne sommes pas nés de rien. Pour moi, il ne s'agissait pas de traiter un problème, mais de donner une référence à mon jeune frère, à mon fils. Quels films existent sur la guerre de libération ? Aucun. J'avais le choix entre deux solutions : ou faire lire notre histoire dans les livres de Courrière, ou donner ma propre version de ce que nous avons vécu. »

Libération

Lettre ouverte à Bigeard

Dans Libération du 2 février 1976, une « lettre ouverte à Bigeard » de Delfeil de Ton, qui ne mâche pas ses mots

« Bonjour, mon grand !

Alors, comme ça, mon grand, on pense qu'Arlette Laguiller est une mal-baisée ? Si elle a les idées qu'elle a, si elle milite, si « on entend parler d'elle », pour toi, Bigeard, tu sais pourquoi !

Les cons volent bas, mon chef d'escadrille.

C'est en visite d'inspection, sur le porte-avions Clemenceau, à Toulon, que le général Bigeard, secrétaire d'Etat à la Défense nationale, a tenu ces mâles paroles. Toute la crapulerie militaire qu'on hait, la crasse morale qui nous donne la nausée, sont contenues là en une seule phrase. Oh, on sait bien, c'est lui faire bien l'honneur, au Bigeard, que de relever ses propos. Il les a tenus pour qu'on les relève, pour qu'ils fassent « rigoler ». Rigoler, c'est bien le mot. Ce ne sont pas des

propos qui peuvent faire rire personne. Ils ne peuvent que faire se marrer grassement. Si on les relève, c'est pas pour faire plaisir à Bigeard, pour prendre sa petite place dans le chœur des informateurs de l'opinion publique, c'est pour les lui renvoyer dans la gueule. Ta merde, faudra qu'elle te salisse, mon bonhomme.

Autre chose. Une femme de second maître ou de parachutiste, c'est bien possible qu'une fois mariée on n'en entende plus parler. Qu'elle disparaisse dans une trappe, une fois qu'elle est tombée dans les pattes d'un type qui fait ce métier-là. Mais est-ce que tu t'es posé la question, Bigeard ? Un second maître, un simple parachutiste, est-ce que personne en entend jamais causer ?

Ils existent pas, le second maître et le parachutiste. Ils ferment leur gueule. C'est des numéros.

Des zombies.
Des « gonzesses ».

Arlette Laguiller, c'est une femme, et elle t'emmerde. »

COMBAT OUVRIER

Martinique : le SMA contre les travailleurs

Combat Ouvrier, bi-hebdomadaire trotskyste, paraissant aux Antilles, dénonce l'utilisation de la main-d'œuvre gratuite fournie par l'armée, alors qu'aux Antilles, 50 % environ des travailleurs sont au chômage.

« Le SMA (service militaire adapté) vient de dresser la liste des travaux qu'il effectuera pendant l'année 1976.

Le programme est semble-t-il assez fourni : construction de logements au Robert, percement de routes à Rivière-Pilote, au Marin et à Belle-Fontaine.

Alors que les chômeurs du Bâtiment se contentent par milliers, le pouvoir colonial ne trouve rien de mieux à faire que de concurrencer les travailleurs du Bâtiment en utilisant la main-d'œuvre gratuite que constituent les jeunes appelés, au lieu de donner du travail aux chômeurs.

On voit donc quelle est la valeur des discours gouvernementaux. Quand ces messieurs affirment vouloir créer des emplois, il s'agit tout simplement de mots creux destinés à créer des illusions. »

Lutte de Classe

MENSUEL TROTSKYSTE
EDITE PAR LUTTE OUVRIERE

PRIX : 5 F

Au sommaire du numéro 33

Page 2 : Portugal : Quelles perspectives pour la classe ouvrière après les événements du 25 novembre ?

Page 8 : Angola : La détente à l'épreuve d'un nouveau front.

Page 16 : Le « complot antimilitariste » de Chirac.



LE POINT SUR LE QUOTIDIEN "ROUGE"

Les camarades de **Rouge** ont donc trouvé un local. Parce que les démarches sont encore à faire, ils préfèrent attendre pour en révéler l'adresse et préciser les circonstances qui leur ont permis de l'obtenir. Néanmoins, les responsables de l'équipe technique que nous avons rencontrés nous ont confirmé que ce problème, qui a retardé la sortie du quotidien, est effectivement résolu. Situé comme ils le désiraient, à proximité de moyens de transport en commun, ce local est plus petit que souhaité : 1.500 m² sur deux niveaux. Mais il fera l'affaire. Il leur faudra garder les locaux de l'impasse Guéméné, trouver un entrepôt. Rien d'insoluble.

De nombreux travaux sont à effectuer. Pour créer l'atelier, il faudra enlever plusieurs cloisons, puis couler une dalle en béton de 18 cm sur un coussin de liège asphalté, pour mieux isoler des bruits et des trépidations de la machine. Pour l'électricité, il faut encore obtenir un branchement provisoire, puis installer une cabine de transformation. La mise en état du local, la mise en place des machines demandera entre un et deux mois. Mais ce n'est qu'une question de temps et l'obstacle majeur est donc désormais dépassé.

Sur tous les autres plans, les camarades de **Rouge** pensent qu'ils ne rencontreront plus de gros problèmes. Les machines sont achetées depuis plusieurs mois et attendent d'être installées.

Afin de diminuer les temps de fabrication, l'équipe responsable du quotidien a choisi de faire appel « aux techniques de pointe ». Ils ont acquis « un matériel de photocomposition fourni par le département informatique de Singer, comprenant six claviers, deux

photocomposeuses (matériel qu'ils ont doublé pour faire face à une panne), un écran cathodique pour lire et corriger ». Ils projettent, dans dix-huit mois, de s'équiper d'un lecteur optique de copie qui supprimera le travail fastidieux de claviste — recopiage de texte.

Quant à la rotative, c'est, aux dires de **Rouge**, un « oiseau rare » de 35 tonnes d'origine américaine et importé d'Angleterre. Elle comprend six groupes d'impression, peut produire de 18.000 à 20.000 copies à l'heure. Elle se règle à distance, afin d'éviter les risques d'accident.

Pour la rédaction, les camarades de **Rouge** pensent que 25 journalistes à plein temps est un minimum, sans compter les correspondants locaux et les pigistes. Ils ont déjà les deux tiers de ces rédacteurs permanents, tous militants de la Ligue Communiste Révolutionnaire ; et s'ils tardent à mobiliser le tiers restant, c'est pour ne pas retirer plus tôt que nécessaire des camarades de l'activité militante. De toute façon, pour presque toutes les rubriques, tout est prévu, avec des responsables pour chaque spécialité, sans barrière infranchissable entre spécialités. Chaque journaliste devra fournir en moyenne une demi-page de copie par jour.

Côté production, les camarades de **Rouge** nous ont dit avoir embauché l'équivalent d'une équipe complète, qu'ils doivent bientôt doubler. Ils estiment que les tâches de production et de gestion absorberont le travail à temps complet de trente personnes environ.

Economiser du temps, éviter de cloisonner les tâches intellectuelles et techniques est un souci constant des responsables, qui

veulent que chacun soit polyvalent. Une polyvalence qui doit permettre la cohésion de l'équipe et la gestion démocratique de l'entreprise qui sera ainsi mise sur pied.

Reste bien sûr le problème de l'équilibre financier du journal.

Pour être rentable, le quotidien devrait être vendu à 17.000 ou 18.000 exemplaires. Les camarades de **Rouge** estiment que cet objectif sera très difficile à atteindre. Aussi, pour équilibrer le budget, ils comptent sur les bénéfices faits sur d'autres publications ou sur ceux que leur rapporteront les services rendus par leur équipement en imprimerie, à des associations ou des groupes d'extrême-gauche, à des prix inférieurs à ceux du marché.

Tout cela ne résoud pas, bien sûr, les nombreux problèmes politiques soulevés par le choix de faire paraître un quotidien. Par

exemple, ces camarades veulent éviter que se constitue, à cause de la multiplication du nombre de permanents, un appareil au sein de l'organisation.

D'autre part, les camarades de **Rouge** sont bien conscients qu'ils ont désormais, avec cette imprimerie, quelque chose à perdre, quelque chose qui peut être utilisé contre eux comme moyen de pression. Et ils sont bien décidés à contrecarrer ces conséquences.

Mais l'un des problèmes politiques essentiels reste, bien sûr, que la rédaction et la confection de ce quotidien écartera de l'activité militante directe un nombre important de militants formés, de cadres de l'organisation, choix que les camarades de **Rouge** ont fait en considérant que la parution du quotidien est indispensable au développement de leur organisation.

" Lutte antimilitariste " dans les kiosques

Lutte Antimilitariste, organe des Comités Antimilitaristes, nous signale qu'à partir du numéro 27 il sera diffusé par les NMPP dans les kiosques.

Dans ce numéro, au sommaire :

- La riposte face au pouvoir.
- Un dossier sur l'antimilitarisme au début du mouvement ouvrier.
- La situation dans les casernes.

Pour toute correspondance :

B.P. 317 — 75255 PARIS CEDEX 11

Tarif des abonnements : 1 an (pli ouvert) : 20 F

1 an (pli fermé) : 40 F.

lu avec intérêt... lu avec intérêt... lu avec intérêt

THE SPARK

Dans son numéro du 20 janvier **Spark**, bimensuel trotskyste américain, revient sur le projet de loi de réforme du Code pénal, appelé S-1, que le Sénat américain doit voter au printemps et que **Spark** avait déjà dénoncé à plusieurs reprises dans ses colonnes.

En effet, sous prétexte de mieux lutter contre la criminalité, ce projet de 800 pages renforce considérablement l'arsenal répressif mis à la dis-

position du gouvernement, de la police et des magistrats. Qu'on en juge :

« En 1972 la Cour suprême des Etats-Unis a aboli la peine de mort. La loi S-1 la rétablirait. La loi prévoit que ceux qui ont été déclarés coupables de certains crimes DEVRONT être exécutés.

La loi S-1 allonge les peines de prison pour de nombreux délits. Elle prévoit aussi que les juges DEVRONT envoyer les gens en prison pour de nombreux délits, s'ils en sont reconnus coupables.

A l'heure actuelle, quelqu'un qui est accusé d'un crime doit pouvoir voir un avocat immédiatement et la police doit l'informer de ses droits légaux. La loi S-1 supprime tout cela. »

Et puis surtout, « la loi interdirait de nombreuses grèves » (dans toutes les usines ou industries liées de près ou de loin à l'armée et à la défense nationale, de même pour tous les employés d'Etat, comme les postiers). A vrai dire, elle pourrait même servir à interdire TOUTE grève,

puisque le chapitre consacré au chantage et à l'extorsion de fonds englobe toute menace portant un préjudice économique à un employeur dans ses affaires !

La loi « pourrait être utilisée pour interdire toute manifestation », puisque toute action menée par cinq personnes ou plus peut être qualifiée « d'émeute » selon le bon plaisir de la police.

Enfin « la loi pourrait être utilisée pour jeter en prison pour de nombreuses années quelqu'un qui aurait simplement parlé de révolution ». Car, comme **Spark** le soulignait dans un précédent numéro, ce passage de la loi est « une nouvelle mouture d'une loi de 1940 contre la sédition (Sedition Act., utilisé pendant le Maccarthisme) qui a été déclarée contraire à la Constitution en 1957. Il prévoit 15 ans de prison et 100 000 dollars d'amende pour appartenance ou soutien à une quelconque organisation qui ne ferait même que parler de la nécessité d'un changement révolutionnaire. »

dossier P.C.F.

LE PARTI COMMUNISTE AU LENDEMAIN DU XXII^e CONGRES



Au XXII^e Congrès du PCF, le socialisme est encore évoqué mais, pour le PC, il ne signifie plus une transformation sociale. (Ph. AFP)

LE PARTI COMMUNISTE EST A CRÉER

« Ne sommes-nous pas un peu naïfs ? » La première « tribune de discussion » publiée par l'Humanité s'ouvrait sur cette interrogation d'un militant.

« Ne sommes-nous pas un peu naïfs », disait-il en substance, de considérer que, une fois le Programme commun en application, le « peuple sera en mesure de décider en toute connaissance de cause » s'il veut aller vers le socialisme, alors que la bourgeoisie conserve « son emprise économique, ses attaches dans l'appareil d'Etat » ?

La question est pertinente. Bien sûr qu'il serait naïf de penser qu'il est possible d'aller vers le socialisme tant que la bourgeoisie tient en main le pouvoir économique et politique — si justement le Programme commun se proposait d'y aller. Mais ce n'est pas le cas. Il ne se propose même pas de toucher aux intérêts des bourgeois. Cependant, le simple fait que les travailleurs prennent au sérieux certaines illusions, que les partis de gauche leur dispensent, suffit déjà pour déclencher la réaction de la bourgeoisie.

Et si on pense que la bourgeoisie se défendra par la violence (et comment imaginer qu'elle ne se défendra pas ?) et si elle garde tous les moyens de le faire, on doit considérer comme criminel de ne pas en avertir les travailleurs, de ne pas les préparer à affronter la violence des bourgeois.

Les militants du PCF auraient quelques raisons de s'interroger sur ce qu'il faut penser d'un parti qui affiche un but, mais qui ne se donne pas, ne donne pas à la classe ouvrière les moyens de l'atteindre. Par naïveté (elle serait impardonnable pour un parti qui se prétend d'avant-garde), ou simplement parce que son but réel n'est nulle-

ment celui qu'il affiche.

Non, les dirigeants du PCF, eux, ne sont pas des naïfs. Ils savent parfaitement que, même si la Gauche arrivait au pouvoir dans le cadre des institutions existantes, même si le PCF était un parti de gouvernement, la bourgeoisie n'en perdrait pour autant rien de son pouvoir économique, rien de ses « attaches dans l'appareil d'Etat ». Ils le savent — et ils s'en accommodent. Ils n'ont pas l'intention de léser les intérêts bourgeois. Ils veulent au contraire gouverner en défendant ces intérêts. Ce n'est pas de la naïveté, c'est le fond de leur politique.

Les militants communistes qui sont inquiets depuis que leur parti a décidé d'abandonner la référence à la dictature du prolétariat, doivent ouvrir les yeux. Même et surtout si cela fait des années qu'ils défendent avec leur parti une perspective politique déjà réformiste, en se donnant des justifications, en s'accrochant aux références formelles à la politique révolutionnaire.

Le PCF n'est pas, n'est plus depuis des décennies un parti communiste. Il utilise l'aspiration au communisme de certains de ses militants, le dévouement à la classe ouvrière d'un grand nombre d'autres, pour essayer de trouver place dans un gouvernement bourgeois, afin d'y mener une politique fondamentalement favorable à la bourgeoisie.

Les militants du PCF convaincus que la seule voie pour libérer la société de l'exploitation est la voie communiste et révolutionnaire, ne peuvent pas être conséquents avec leurs aspirations en restant au PCF. S'ils veulent rester fidèles à leurs convictions, il faut qu'ils participent à la création d'un nouveau parti communiste, qui reprenne l'héritage de ce qu'était le PCF à ses origines.

Le choix n'est pas facile à faire. Le PCF est un grand parti, le plus grand de ce pays, comme il aime le répéter. Par contre, les idées révolutionnaires ne sont défendues que par de petits groupes d'extrême-gauche, peu importants numériquement et manquant bien souvent d'expérience, voire de sérieux.

Mais le grand parti ne peut déboucher sur rien. Au mieux, sur l'inefficacité dans l'éternelle attente qu'un quelconque politicien bourgeois de gauche, du style Mitterrand, accède au pouvoir gouvernemental et veuille bien y faire une petite place pour le PC. Au pire, sur la responsabilité de livrer la classe ouvrière aux bourreaux de la réaction, en la trompant, en lui donnant des illusions.

L'avenir n'appartient pas au grand PCF, mais bien aux organisations révolutionnaires, même si elles sont aujourd'hui petites, ou plus exactement aux idées communistes qu'elles sont les seules à incarner aujourd'hui.

Les militants sincèrement communistes n'ont rien à faire au PCF. Ils ne peuvent même pas caresser l'espoir que « l'orientation Marchais » est une péripétie, qu'il est possible de ramener le PCF dans la voie du communisme révolutionnaire. Le PCF est irrémédiablement réformiste. Le parti ouvrier révolutionnaire reste à construire. Les militants communistes du PCF ont un rôle à jouer dans la construction d'un tel parti. Ce rôle peut même être d'une importance capitale.

Mais le parti révolutionnaire ne peut se construire qu'en rompant avec la politique suivie par le PCF aujourd'hui, comme avec la politique suivie par le PCF hier, car il s'agit de la même politique.

Aux militants communistes de choisir !

● Lorsque le P.C.F. renonce officiellement à la dictature du prolétariat

Il importe peu que la suppression du terme « dictature du prolétariat » dans les statuts mêmes du Parti Communiste Français soit finalement décidée à ce XXII^e Congrès, ou repoussée au prochain congrès. Il ne fait désormais plus partie des références du PCF.

Par cet abandon, le PCF ne se démarque pas seulement du régime actuel de l'URSS. S'il n'avait voulu que cela, il aurait pu le faire de bien d'autres manières, en prenant des positions contraires à celles des dirigeants russes sur des questions de politique actuelle. Les occasions ne manquent pas.

Ce dont le PCF voulait se démarquer, c'est des origines de l'URSS, c'est de l'idée même de révolution.

Même si le geste ne change rien sur le fond de la politique du PCF, il a son importance. Contrairement à la social-démocratie, le PCF présentait une image ambiguë. Bien que ses perspectives politiques soient réformistes, auprès des travailleurs il se présentait en parti partisan de transformations sociales profondes et irréversibles. C'est cette ambiguïté que le PCF est en train de lever, pour montrer à l'opinion publique bourgeoise que, même dans son langage, il est prêt à se montrer responsable et il accepte de ne plus entretenir trop d'illusions parmi les travailleurs sur le socialisme ou le communisme.

Quel qu'ait été le contenu que le PCF mettait derrière le terme « dictature du prolétariat », l'avoir présentée comme une étape de transition indispensable pour aller vers le socialisme impliquait qu'en un moment donné il était nécessaire que les partis de la classe ouvrière prennent des mesures irréversibles contre la bourgeoisie.

Abandonner officiellement la « dictature du prolétariat », c'est pour le PCF renoncer à cette étape, c'est dire que désormais la transition sera assurée par le gouvernement de l'Union de la gauche, c'est faire de la période d'application du Programme commun l'antichambre du socialisme.

Mais comme le PCF affirme en même temps qu'il accepte l'alternance avec les partis de droite, il dit clairement que la préparation du « socialisme » à son goût n'implique aucune transformation irréversible, puisque aussi bien les partis réactionnaires peuvent reprendre la gestion des affaires là où ils l'ont cessée.

Une façon d'affirmer publiquement que le PCF ne veut pas de socialisme, qu'il veut être simplement un parti d'opposition de gauche — comme les Travailleurs britanniques par exemple — ne voulant surtout toucher à rien, mais participer simplement à l'alternance, c'est-à-dire à ce jeu de bascule politique qui est le mode de fonctionnement des institutions parlementaires bourgeoises.

Dans le cadre d'une série sur

LE CAPITALISME ET LA SANTE

notre prochain dossier :

**LA MISERE
DES HOPITAUX**

dossier P.C.F.

VAINS EFFORTS DU P.C.F. POUR DEVE

Quel avenir pour le P.C.F. ?



L'aspiration
d'une poli

AVEC des variantes dans le ton, cela fait quarante ans et plus que le Parti Communiste Français propose ses services à la bourgeoisie, en tant que parti de gouvernement. Cela fait quarante ans et plus qu'il n'a aucune autre perspective politique que celle d'arriver au gouvernement à l'appel de la bourgeoisie.

Cela fait quarante ans et plus que la bureaucratie soviétique, après avoir vidé le PCF de toute sa substance révolutionnaire, après l'avoir dressé à l'opportunisme et à l'obéissance vis-à-vis d'elle-même, l'a mis en contact avec la bourgeoisie. Elle l'avait, en quelque sorte, prêté.

Mais un parti ouvrier qui n'est plus révolutionnaire devient nécessairement réformiste. A moins de n'être rien du tout. Or, depuis plus de quarante ans, le PCF est quelque chose. Il s'est accru en nombre et en influence. Il a pris de solides racines dans l'aristocratie ouvrière, dans la petite bourgeoisie. Il s'est installé dans l'appareil étatique, au moins au niveau où il le pouvait, dans les municipalités, dans les appareils syndicaux plus ou moins liés à l'Etat, au Parlement. Par là même, il a renforcé sa dépendance vis-à-vis de la bourgeoisie, la classe dispensatrice des faveurs, des postes et des prébendes dans la société qu'elle domine. Opportuniste, le PCF l'est devenu en faveur de sa bourgeoisie. Au point d'avoir une tendance croissante à oublier ceux qui l'avaient poussé dans cette voie : les bureaucrates russes. Au point de reprendre à son compte, sur le fond comme dans la forme, les perspectives comme le langage de la vieille social-démocratie, à commencer par le chauvinisme.

Tout cela n'est pas nouveau. Les révolutionnaires avaient dénoncé il y a bien longtemps le retour du PCF dans le giron de la bourgeoisie.

Le drame pour le PCF, c'est que c'est la bourgeoisie qui ne voulait pas de lui. En tout cas, pas comme un parti de gouvernement. Sauf en des circonstances exceptionnelles, lorsqu'il était indispensable pour juguler la classe ouvrière.

Depuis quelques années, la bourgeoisie a fait quelques gestes vis-à-vis du PCF. Par l'intermédiaire d'un de ses politiciens en vue, Mitterrand, elle a rendu le PCF ministrable. Simple promesse qui n'engage d'ailleurs pas la bourgeoisie. Elle n'engage même pas Mitterrand d'ailleurs, qui, Programme commun ou pas, peut toujours gouverner sans le PCF s'il considère qu'il peut s'en passer. Le PCF n'a, en tous les cas, aucun moyen de l'en empêcher.

Mais cette simple promesse a suffi pour que le PCF commence à jeter en hâte ce qui peut encore le distinguer d'un parti social-démocrate bon teint. L'Union Soviétique ? Mais voyons, le PCF n'a plus rien à voir avec elle, il est exclusivement préoccupé d'intérêt national ! Le prolétariat ? Mais voyons, cela n'existe plus, il n'y a plus que le peuple de France d'un côté, et les trusts multinationaux de l'autre ! La révolution ? Mais elle est pacifique, graduelle, ne fait appel qu'aux bulletins de vote, et elle se fait sous l'œil bienveillant de l'armée de Bigeard et de Massu, à laquelle il n'est pas question de toucher. Et si elle ne plaît pas, de toute façon le PCF est pour l'alternance, avec l'UDR, avec Giscard, avec qui l'on voudra ! Le socialisme ? C'est comme le capitalisme, avec une douzaine d'entreprises privées en moins et l'Union de la Gauche au gouvernement en plus !

Que d'efforts de la part du PCF pour être acceptable — mais pour quoi faire ?

Même si le PCF devenait un véritable parti réformiste, accepté comme tel par la bourgeoisie, il n'aurait de chance d'accéder au gouvernement qu'occasionnellement.

La bourgeoisie française n'aime pas voir se mêler de la gestion de ses affaires des hommes susceptibles de refléter d'autres intérêts et d'autres préoccupations que les siennes.

Elle a son personnel politique élevé dans le sérail, composé d'hommes qui sont congénitalement sourds à toute autre pression qu'à celle de la bourgeoisie. Alors, à chacun son rôle. Aux dirigeants réformistes du

mouvement ouvrier d'endormir les travailleurs en les gavant d'illusions. Aux politiciens bourgeois de gouverner.

Il peut arriver à un membre non contrôlé de l'UDR d'être mêlé à des trafics louches. Jamais, même par erreur, à la diffusion d'un tract laissant penser que l'UDR peut soutenir les comités de soldats...

Même le Parti Socialiste, dont les dirigeants sont dûment rodés, n'a eu la responsabilité de la politique gouvernementale qu'en trois périodes au cours du demi-siècle passé.

En 1936, pour donner aux travailleurs l'illusion qu'ils étaient au pouvoir afin de mieux les en éloigner. Après la guerre, en collaboration avec le PCF, pour remettre sur pied l'économie capitaliste. En 1956, pour aggraver la guerre en Algérie après avoir promis la paix.

Chaque fois juste le temps de tromper les travailleurs, de leur imposer avec l'autorité de la Gauche ce qu'aucun parti de droite n'aurait pu imposer.

Voilà le rôle réservé par la bourgeoisie en France à un parti réformiste, à un parti issu du mouvement ouvrier organisé et lié à ce mouvement, même de la façon dont y est lié le Parti Socialiste.

A plus forte raison pour le

Parti Communiste, qui a tout de même des liens autrement plus solides que le PS avec la classe ouvrière, et acquis sur des bases moins ouvertement réformistes.

La bourgeoisie a toutes les raisons de penser que le PCF ne pourrait pas faire complètement abstraction de ses liens. Il n'est pas tout à fait fiable.

Alors, l'inviter au gouvernement en cas de nécessité ? Oui, cela, la bourgeoisie est prête à le faire depuis longtemps — et elle l'a déjà fait.

Le faire participer au gouvernement, de façon normale, dans le cadre d'une alternance régulière, même lorsqu'il n'y a aucun problème ? Pourquoi en créer un justement ? Il y a un risque : le PCF suscite des illusions parmi les travailleurs. C'est un avantage en certaines circonstances. C'est un inconvénient pour un parti gouvernemental normal.

Cela peut coûter trop cher.

Même s'il était admis comme parti réformiste officiel par la bourgeoisie et par les formations politiques qui la représentent, le PCF n'accéderait pas pour autant au droit à une alternance régulière au gouvernement.

Mais il y a même peu de chances qu'il puisse devenir le prin-

cipal parti réformiste admis. Car la place est prise. Le Parti Socialiste à la direction duquel se trouve parachuté un homme politique bourgeois bon teint, fait très bien l'affaire pour la bourgeoisie. Et plus il se développera, plus il fera l'affaire.

Le paradoxe de la situation, pour le PCF, c'est que le PS est son principal rival dans le rôle qu'il ambitionne. Mais c'est également l'entremetteur entre lui et le personnel politique traditionnel de la bourgeoisie. Sa seule perspective politique est l'union avec le PS. Mais cette union profite surtout à ce dernier.

Alors, derrière les flonflons de la fête, derrière les discours triomphateurs des dirigeants au congrès du « plus grand parti de France », voilà la triste et peu exaltante perspective du PCF.

Staliniens, bureaucratie et bourgeoisie

(ce qu'en disait Trotsky en novembre 1938)

Pour ce qui est de l'ex-Komintern à proprement parler, sa base sociale a un double caractère : d'une part, elle vit des subsides du Kremlin, est soumise à son commandement et, en ce sens, la bureaucratie ex-communiste est le frère cadet et subalterne de la bureaucratie soviétique. D'autre part, les divers appareils de l'ex-Komintern puisent aux mêmes sources que la social-démocratie, c'est-à-dire dans les surprofits de l'impérialisme national. (...)

Il y a dix ans, il fut prédit que la théorie du socialisme dans un seul pays devait inévitablement conduire au développement des tendances nationalistes dans les sections du Komintern. (...)

Aujourd'hui, on peut prédire avec assurance la venue d'une nouvelle étape. La croissance des antagonismes impérialistes, le rapprochement manifeste du danger de guerre et l'isolement aussi manifeste de l'URSS doivent infailliblement renforcer les tendances nationales centrifuges à l'intérieur de l'ex-Komintern. Chacune de ses sections va commencer à déployer une politique patriotique pour son propre compte : Staline a réconcilié les partis communistes des « démocraties » impérialistes avec leur bourgeoisie nationale. Cette étape est maintenant dépassée. L'entremetteur bonapartiste a accompli son rôle. A partir de maintenant, les « com-

chauvins » doivent se soucier de leur propre sort, dont les intérêts ne coïncident pas toujours avec la « défense de l'URSS ». (...)

Les staliniens (il faudrait bientôt dire les ex-staliniens) n'ont, bien entendu, pas inventé la poudre. Ils n'ont fait que reprendre les clichés les plus usés de l'opportunisme petit-bourgeois. Mais en les propageant, ils y ont introduit la rage des parvenus « révolutionnaires » qui ont fait de la calomnie totalitaire, du chantage et de l'assassinat les méthodes normales de la « défense de la démocratie ».

(Trotsky :
Après la « paix »
impérialiste de Munich)

... NIR UN PARTI DE GOUVERNEMENT



... communiste des uns, le dévouement de beaucoup, détournés au profit d'une politique fondamentalement au service de la bourgeoisie. (Ph. Fotolib)

Donner l'image d'un parti démocratique

La presse était à peu près unanime à souligner le ton nouveau des débats préparatoires du congrès, la publicité donnée à la discussion contradictoire sur le terme de « dictature du prolétariat » jusqu'à et y compris dans les conférences fédérales et dans les colonnes de *l'Humanité*.

Le changement est en effet sensible, non seulement par rapport aux congrès de l'unanimité du passé, mais même par rapport au climat de ce congrès récent où, pour la première fois depuis longtemps, un oppositionnel, en l'occurrence Garaudy, avait pu prendre la parole. Il est vrai que c'était devant une salle figée dans un silence glacial et réprobateur, car on avait pris soin d'éliminer tous ceux qui auraient pu le soutenir.

Le PCF veut évidemment donner une image plus libérale, plus démocratique de lui-même, vis-à-vis de l'opinion publique bourgeoise.

Il y est, dans une certaine mesure, parvenu auprès des journalistes. Mais au-delà, c'est une autre affaire. L'opinion publique bourgeoise aurait sans doute été un peu plus convaincue si la direction avait admis l'existence au sein du parti de tendan-

ces encore plus ouvertement réformistes que la direction. Par exemple, si un Garaudy avait pu rester au parti et y défendre publiquement ses idées...

Ce libéralisme dans la discussion visait également un autre but : donner une portée plus grande au geste politique fait par Marchais en direction de la bourgeoisie par l'abandon de la dictature du prolétariat. La discussion publique était une façon d'engager davantage le parti ; une façon de montrer que, sur la question, Marchais bénéficiait du consensus de la majorité.

Pour le secrétaire général, c'était enfin une démonstration de sa représentativité. Des commentateurs se sont complu à souligner l'image contradictoire de l'homme : libéralisme vers l'extérieur, autoritarisme vers l'intérieur. Mais la contradiction n'est pas dans l'homme, elle est dans son parti. Il a fallu qu'un dirigeant s'impose à ses rivaux et ait en main les leviers de commande pour pouvoir imposer au parti lui-même un tournant qui, pour formel qu'il soit, aurait pu aboutir à une crise grave et peut-être à une scission, si Marchais ne tenait pas solidement en main l'appareil du parti.

D'un secrétaire général... à l'autre

On ne peut mieux caractériser Thorez que comme il se caractérisait lui-même : « le premier stalinien de France ».

Il avait été modelé par le dirigeant suprême de la bureaucratie russe, pour devenir son homme, l'homme de sa politique, l'incarnation de la mainmise de la bureaucratie stalinienne sur le Parti Communiste Français.

Contrairement à ce que laissent entendre ses Mémoires, Thorez n'a jamais été mineur. Né dans le petit village du Pas-de-Calais de Noyelles-Godault, en 1900, certes issu d'un milieu modeste, Thorez fut simplement quelque temps gratte-papier dans un bureau de la mine. Autrement dit, mineur en surface...

De toute façon, personne ne lui aurait jamais reproché de ne pas avoir été ouvrier s'il ne s'était prêté lui-même à ce petit jeu dérisoire de le laisser croire. Mais à l'époque stalinienne, où régnait un ouvriérisme sommaire — qui n'avait rien à voir avec les intérêts des ouvriers —, cela faisait bien que l'instrument de la politique stalinienne en France soit un ancien mineur.

De toute façon, Thorez n'a pas exercé une activité professionnelle bien longtemps.

Dès 1923, à l'âge de 23 ans, il devient permanent politique. Et il « monte » très vite à la responsabilité suprême de secrétaire général du parti. Ascension étroitement liée à celle de Staline, à la mainmise de celui-ci à la fois sur l'appareil d'Etat russe et sur l'appareil de l'Internationale Communiste. Thorez est, en France, l'homme de cette reprise en main.

Et le secrétaire général du PCF, à l'image de Staline, de devenir lui-même un « petit père des peuples » national. Le mythe se forge qu'il est « le chef le plus aimé du peuple français ». Ses Mémoires, destinés à l'« édification des masses », sont diffusés à des centaines de milliers d'exemplaires, sa biographie étant revue et corrigée pour les besoins de la cause. Et un peu partout sur les murs s'étale son portrait.

Mais si Thorez est placé sur un piédestal au PCF, il ne dispose en réalité que d'un pouvoir limité, celui d'un bon chef de service.

A plusieurs reprises, Thorez est même sévèrement tancé et doit faire anti-chambre à Moscou, attendant les ordres... et les critiques.

Pourtant, il reste fidèle. Sans broncher, il prend tous les tournants. Même ceux qui sont décidés par-dessus sa tête et qui lui sont signifiés par... dépêche d'agence de presse, comme la signature du Pacte germano-soviétique, en 1939. Mais qu'à cela ne tienne, Thorez fait aussitôt titrer, en énormes caractères, à la Une de *l'Humanité* : « Staline a raison ».

En fait, « Staline a raison » est le credo de Thorez. Plus même : sa raison d'être.

Pendant toute la durée de la Deuxième Guerre mondiale, tandis que le Parti Communiste Français s'engage dans une politique nationaliste qui fait de lui le premier parti de France, Thorez est à Moscou. Et ce sont d'autres que lui, Duclos et Frachon, qui dirigent alors le parti clandestin.

Mais son étoile n'en pâlit pas. Dès son retour, il est à nouveau le chef incontesté, preuve qu'il avait réussi à forger son parti à son image...

Assurément, Staline avait dressé un bon féal qui lui resta fidèle jusqu'au bout, y compris après que l'heure de la « déstalinisation » eut sonné.



Maurice Thorez. (Ph. Viollet)

Georges Marchais, qui succéda à la tête du parti à Waldeck-Rochet et qui est secrétaire général du PCF depuis quatre ans seulement, est d'une autre génération que les Thorez, Duclos et Frachon, désormais tous disparus. Et ce n'est pas seulement une caractérisation historique, c'est aussi une caractérisation politique.

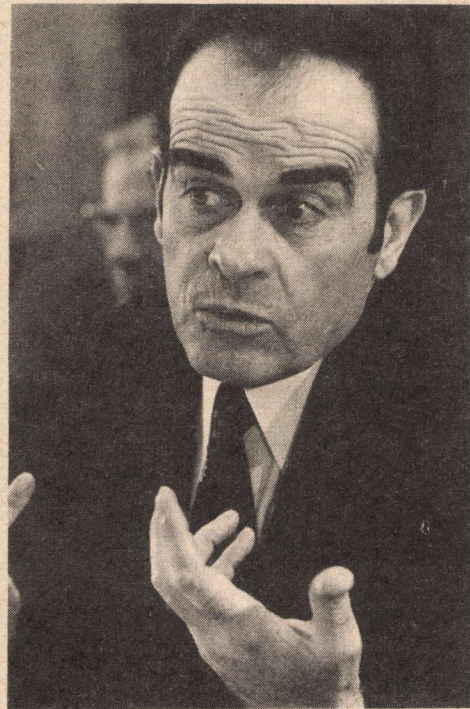
Marchais, en effet, n'a adhéré au parti qu'en 1947, à l'âge de 27 ans. Il n'a vécu en militant ni la période stalinienne la plus dure, ni la Résistance, ni l'immédiat après-guerre. Par contre, il est arrivé dans un parti alors ouvertement réformiste, nationaliste et qui avait déjà fait ses preuves de responsabilité vis-à-vis de la bourgeoisie. Il est arrivé à un parti dit communiste, mais qui avait déjà eu des ministres dans un gouvernement bourgeois.

C'est sans éclat particulier que Marchais a fait son chemin dans l'appareil stalinien. Admis au Comité central en 1956 — au moment où le PCF applaudissait à l'écrasement de la révolution hongroise par les chars russes —, il a accédé au Bureau politique en 1959. En 1961, il a pris la place de Servin comme secrétaire du Comité central à l'organisation.

Homme d'appareil, discret mais ambitieux, Marchais est promu secrétaire général adjoint aux côtés de Waldeck-Rochet en 1970, puis secrétaire général tout court en 1972.

Et c'est tout un symbole que son accession au poste de numéro 1 du parti coïncide avec la signature du Programme commun de gouvernement PC-PS, avec la victoire de la politique d'Union de la gauche et avec, quoique dans un lointain horizon, des perspectives un peu moins brumeuses d'admission de dirigeants du parti à la charge de ministres et à la mangeoire gouvernementale.

Homme d'une autre génération, qui n'a pas été formé, comme Thorez, à Moscou sous la férule de Staline, Marchais peut donc plus aisément se démarquer de



Georges Marchais. (Ph. ADJA)

l'URSS. Il est vrai que c'est sous Waldeck-Rochet que les premiers pas se font dans ce sens. Mais sous la direction de Marchais, le PCF prend en effet de plus en plus de distance vis-à-vis de l'URSS.

Certes, l'évolution ne date pas d'aujourd'hui. Mais c'est aujourd'hui que son terme est orchestré, mis en scène publiquement, avec les bons soins de Georges Marchais, et avec succès...

dossier P.C.F.

Malgré son apparence de débat contradictoire véritable, celui qui s'est déroulé pendant deux mois au sein du PCF était une fausse discussion.

Pas tant parce que le résultat était acquis d'avance, pas même parce que, de façon d'ailleurs fort peu démocratique, Marchais avait utilisé la télévision pour mettre tout son poids dans la balance, comme le lui reprochaient ceux des militants qui sont partisans du maintien des références à la dictature du prolétariat.



● La lutte idéologique contre l'armée bourgeoise ?

« Quand nous parlons « d'une armée démocratique vers le socialisme et la paix civile » une objection revient souvent » remarquait un militant parisien le 12 janvier dans l'Humanité : « Celle de l'armée, de la possibilité pour la grande bourgeoisie de l'utiliser contre les changements démocratiques comme elle le fit au Chili. (...) La bourgeoisie, qui a toujours été à l'initiative de la violence, ne se ferait pas faute de l'utiliser, si elle le pouvait. En dernier recours bien sûr. En dernier bastion de l'opposition libérale. »

Le problème est assez bien posé, et le simple bon sens dicterait une réponse. « Faut-il briser l'armée bourgeoise ? » questionne-t-il. Mais devant l'audace d'une telle solution, ce militant du PCF n'a trouvé d'échappatoire que dans le nationalisme : « Faudrait-il que nous désarmions la

France ? (...) Nous rejetons l'attitude (consistant) à faire des cadres militaires des « mercenaires armés ». Et plus loin il en conclut définitivement : « Rejetant autant la conception d'un loyalisme présumé de principe des forces armées que celle d'une « destruction de l'armée », nous pensons que, concernant l'armée aussi, il n'y a pas d'autre chemin que la lutte politique et idéologique. »

La lutte politique et idéologique pour gagner les soldats, inspirer des doutes à leurs sous-officiers et leurs officiers, soit. Mais pratiquer la politique de l'autruche en refusant de voir dans les Bigeard et leurs semblables des « mercenaires armés » et tenter de les amadouer par la lutte idéologique, c'est effectivement, comme au Chili, se tracer d'avance une vocation de martyr.

La discussion était fausse surtout parce que l'orientation du PCF est réformiste depuis très longtemps. Le maintien de formules devenues rituelles n'y aurait de toute façon rien changé.

La discussion était fausse également parce que ceux qui étaient d'accord avec Marchais, comme ceux qui ne l'étaient pas, identifiaient plus ou moins explicitement la dictature du prolétariat à sa hideuse déformation : le régime de l'Union Soviétique.

Les uns comme les autres identifiaient l'orientation révolutionnaire à celle du PCF dans le passé récent.

La classe ouvrière peut-elle conquérir le pouvoir par la voie électorale et le garder sans se préparer à un affrontement avec la bourgeoisie ? La discussion sur cette question ne pouvait être engagée dans le cadre du PCF que de façon hypocrite ou, au mieux, formelle.

Pourtant, c'est une discussion fondamentale. Elle concerne toute la classe ouvrière. C'est celle qui oppose le courant révolutionnaire au courant réformiste.

● Démocratie bourgeoise ou démocratie des travailleurs ?

« Le pouvoir du peuple s'exprime par un mot auquel il faut rendre, par-delà toutes les déformations qu'il a reçues (...) son seul sens : la démocratie » écrivait un militant dans la tribune de discussion publiée dans l'Humanité. « Nous voulons la démocratie, toujours plus de démocratie. Nous disons que le socialisme, c'est la démocratie jusqu'au bout » insistait un autre. Et au PCF de présenter le chemin vers le socialisme comme un élargissement ininterrompu de la démocratie.

Bien sûr que les travailleurs devront exercer leur pouvoir de manière largement démocratique. La démocratie qu'ils instaureront sera d'emblée infiniment plus large que celle qui existe dans les démocraties bourgeoises. Et elle pourra être plus large car elle ne sera pas formelle : les moyens de l'exercer — presse, salle, etc. — ne seront pas monopolisés par ceux qui ont de l'argent. Le pouvoir des travailleurs prépare le socialisme, en particulier en faisant participer à la gestion de la société les couches les plus larges de la population.

Le pouvoir prolétarien fera ce que jamais une démocratie bourgeoise n'a été capable de faire : donner les moyens de s'exprimer, en tirages de presse et d'édition entre autres, proportionnellement à l'importance respective de tout groupe d'idées ou d'affinités les plus diverses, sans qu'il y ait sélection par l'argent.

La démocratie prolétarienne, ce sera la liberté pour tous, y compris pour toutes les minorités. Et les travailleurs ne verront pas d'inconvénients à laisser les bourgeois comme leurs défenseurs, s'il s'en trouve, bénéficier des droits démocratiques larges dont bénéficie tout un chacun.

Bien sûr, ce seront les travailleurs en armes, les milices ouvrières qui, par leur simple existence, permettront à un tel régime d'exister, de se maintenir et d'assurer le fonctionnement démocratique du régime prolétarien. Mais de la même façon que la bourgeoisie ne fait donner ni ses blindés ni ses chars dans les conditions de fonctionnement normal de la démocratie bourgeoise, les travailleurs en armes n'auront pas à intervenir, bien au contraire, dans le fonctionnement normal du régime beaucoup plus largement démocratique qu'ils auront instauré.

Et s'ils y sont contraints en certaines circonstances exceptionnelles, cela vaudra dire que leur pouvoir est sérieusement en péril.

Mais pour arriver à un tel régime démocratique, suffit-il, comme l'affirme le PCF, d'élargir graduellement la démocratie actuelle ? Y a-t-il, comme dit le projet de document pour le XXII^e Congrès, « une voie démocratique au socialisme » ? Derrière la démocratie des bourgeois, aussi large soit-elle, il y a toujours leur force de frappe, leur armée et leur police.

Eh bien, derrière les libertés les plus larges, le foisonnement des idées, des initiatives de tous ordres que pourra assurer le pouvoir des travailleurs, il y aura, cette fois, dans les quartiers, sur les lieux de travail, les travailleurs en armes. C'est toute la différence.

Mais c'est cette différence-là qu'escamotent soigneusement les dirigeants du Parti Communiste. Et ils se livrent à une véritable escroquerie politique en faisant croire à leurs militants qu'il est possible d'arriver à une telle démocratie des travailleurs, en se contentant d'élargir la démocratie bourgeoise. Il n'est justement pas possible d'élargir les quelques libertés démocratiques (dont profitent aujourd'hui avant tout les nantis) à l'ensemble de la population sans détruire auparavant tous les obstacles qui s'opposent à cet élargissement. Et ces obstacles résident dans cette armée permanente encadrée de brutes gaulonnes qui ont fait leurs classes dans les ratissages des villages des pays colonisés ou dans l'utilisation systématique de la torture. Ces obstacles, ils résident aussi dans ce pouvoir, qui, pour ne donner qu'un exemple, à l'ombre des préfectures, des salles feutrées des conseils d'administration et des antichambres ministérielles, livre les villes aux spéculateurs immobiliers qui en expulsent, avec les méthodes de gangsters que l'on sait, la population laborieuse.

Les travailleurs n'ont pas le choix. Pour exercer réellement leur pouvoir, ils devront faire éclater les énormes moyens de pression et de répression dont dispose en réserve permanente la bourgeoisie. C'est cela la révolution. Et c'est en outre le seul moyen d'instaurer solidement une démocratie d'un nouveau type, basée sur le pouvoir de la majorité, celle de tous les opprimés qui auront pour la première fois tous les moyens d'exercer leurs droits démocratiques et de se défendre contre leurs exploiters, celle qui sera la seule en mesure d'assurer, en toute sécurité, une véritable démocratie... pour tout le monde.

DU PROLETARIAT, TELLES QU'ON EN DISCUTE AU P.C.F.

● Suffit-il d'avoir la majorité pour avoir le pouvoir ?

Le secrétaire de la fédération de Saône-et-Loire répondait ainsi dans *l'Humanité* à ses camarades de parti qui s'étonnaient de ce que l'expression « dictature du prolétariat » ne figurait pas dans le projet de document : « Aujourd'hui, il est possible de construire un mouvement majoritaire capable d'isoler et de vaincre la grande bourgeoisie et d'assurer, dans des conditions pacifiques, le passage au socialisme ». (*L'Humanité*, du 6 décembre 1975)

Mais qu'est-ce que cela signifie, isoler et vaincre la grande bourgeoisie ? Suffit-il pour la vaincre de gagner la conviction de la majorité des travailleurs ? Pour être « isolée », la bourgeoisie l'est déjà. Et cela n'a jamais gêné les exploités que les 10 % de la population qu'ils représentent dominent les 90 % qui restent, au mépris des aspirations de ces derniers. C'est justement parce que la bourgeoisie est isolée, minoritaire précisément, qu'elle tient en réserve à son service toute une armée de mercenaires pour les dresser et les envoyer, le cas échéant, contre le reste de la population désarmée.

Il ne suffit pas que la majorité de la population ait un intérêt commun pour qu'elle en soit consciente : la bourgeoisie monopolise les moyens

d'information. Et il ne suffit pas que la majorité soit consciente d'avoir des intérêts communs pour que le pouvoir en place tienne compte de cet intérêt et s'y soumette. C'est bien là d'ailleurs que réside l'escroquerie de la « démocratie » bourgeoise qui a toujours masqué sous de belles paroles la dictature bourgeoise.

La majorité des travailleurs, des classes laborieuses, est bien convaincue de l'injustice de sa condition. Elle peut même rassembler son opinion dans le même camp. Elle peut même « bien voter », comme le souhaite le Parti Communiste. Et alors ? Cela suffit-il pour que la bourgeoisie cède ses usines, abandonne sa mainmise sur l'économie, sur l'appareil d'Etat ?

Pour vaincre la bourgeoisie, il faut s'attaquer directement à ses organes de pouvoir et de puissance. Et ce n'est pas d'une lutte platonique qu'il s'agit. Comme le reconnaît le projet de document lui-même « la grande bourgeoisie exploiteuse ne renonce jamais de plein gré à sa domination et à ses privilèges ». Et c'est bien pourquoi les travailleurs ne peuvent pas envisager placidement de lui faire déposer les armes par le seul argument de leur nombre et de leur conviction commune.



Un soviet paysan dans la Russie révolutionnaire : une démocratie plus large, plus réelle qu'aucune démocratie bourgeoise. (Ph. Viollet)

● Faut-il renoncer au pouvoir des travailleurs pour unir tous les opprimés à la classe ouvrière ?

Les dirigeants du parti ont aussi justifié l'abandon de la dictature du prolétariat par la nécessité, comme ils disent, d'unir tout le peuple de ce pays : paysans, commerçants, classes moyennes et travailleurs salariés. Et ils présentent cette nécessité comme une nouveauté.

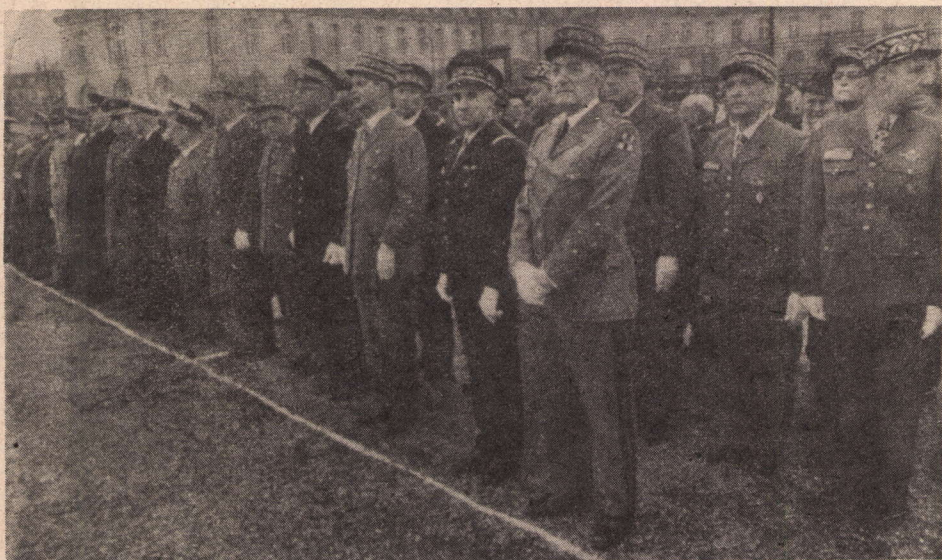
Mais la nécessité de rassembler autour du prolétariat l'ensemble des classes opprimées n'est pas un problème nouveau pour les révolutionnaires marxistes. Il se posait même en des termes bien plus aigus pour Lénine en Russie, où le prolétariat ne représentait qu'une minorité de la population et où l'immense majorité était paysanne. Cela n'a jamais fait renoncer Lénine à la dictature du prolétariat, bien au contraire.

Les communistes révolutionnaires ont toujours mis au premier plan de leurs objectifs l'unité de toutes les couches exploitées contre leurs oppresseurs. C'est l'une des conditions pour mener la révolution à la victoire.

Mais le Parti Communiste Français

se penche sur les intérêts des couches opprimées du « peuple de France » pour... renoncer à la prise du pouvoir par les travailleurs. A quoi sert alors l'union ?

Le meilleur moyen de convaincre les petits paysans pauvres, les petits commerçants au bord de la faillite, les étudiants déçus, les classes moyennes inquiètes pour leur avenir, de lier leur sort au camp des travailleurs, c'est de leur montrer que ce parti des travailleurs n'hésitera pas à lutter de toutes ses forces, de la façon la plus résolue, la plus intransigeante, contre le pouvoir de la grande bourgeoisie qu'ils exècrent tous. Le meilleur moyen d'unir toutes les couches exploitées contre la bourgeoisie, c'est de mener une politique antibourgeoise, claire et résolue, capable de mener à la victoire des opprimés, et non pas de mettre de l'eau dans son vin et de se révéler incapable d'offrir aux exploités autre chose que ce que les bourgeois leur proposent déjà.



Une brochette de généraux, lors d'une prise d'armes à Versailles. Deviendront-ils « socialistes » par le simple fait que la Gauche sera au gouvernement ?

ÉCHOS DE LA DISCUSSION SUR LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT RECUEILLIS AUPRÈS DE MILITANTS OU SYMPATHISANTS DU P.C.F.

CHEZ CHAUSSON (Asnières - 92)

Un jeune militant de 25 ans se moque de l'abandon de la dictature du prolétariat. D'après lui, de toute façon ce ne sont jamais les travailleurs qui pourront décider ; on ne pourra jamais les faire voter sur tout.

CHEZ ERICSSON (Colombes - 92)

Un militant d'une cinquantaine d'années explique : « Je ne suis pas d'accord avec Marchais. La dictature du prolétariat, on apprend ça à l'école du parti ; alors, si on abandonne ça, on peut aussi abandonner tout le reste pendant qu'on y est, pour faire plaisir au PS. »

A LA THOMSON (Gennevilliers - 92)

Un militant communiste : « Moi, je suis d'accord pour

la dictature du prolétariat. Mais regarde les gens, ils ne sont même pas syndiqués... alors je suis d'accord avec le parti. C'est peut-être par opportunisme, ce qu'il fait, mais il faut tenir compte des gens ».

A L'HOPITAL HAUT-LEVEQUE (Bordeaux)

Un ouvrier portugais : « Je ne suis pas d'accord avec Marchais pour abandonner la dictature du prolétariat. Mais je pense que c'est une erreur. Le parti va se ressaisir et changer d'orientation. Tout le monde peut se tromper. Et moi parti, en tout cas, celui d'Alvaro Cunhal, il est révolutionnaire ».

Une auxiliaire espagnole : « Il y a quelque chose qui ne va plus, au PCF. Ils sont vraiment trop accommodants. Les jeunes ; à l'extrême-gau-

che, ils ont raison, mais il ne faut pas brûler les vitres ».

CHEZ BELLON (Monts, près de Tours)

La cellule de Monts a répondu par tract, à la porte de l'entreprise Roger Bellon, à l'éditorial du bulletin Lutte Ouvrière sur la dictature du prolétariat. On peut y lire, entre autres :

« Un tract distribué le 15 janvier par l'organisation gauchiste Lutte Ouvrière fait état de la position de Georges Marchais en ce qui concerne « la dictature du prolétariat ». Il nous a semblé plus démocratique que la cellule de Monts donne la position du PCF, plutôt que Lutte Ouvrière. Ce tract appelle plusieurs remarques : La dictature du prolétariat est une formule employée par Marx et Engels,

rédacteurs du Manifeste Communiste en 1848. Depuis ce temps, les choses ont changé et le mot « dictature » a une autre signification. Quand on dit « dictature », on pense au Chili, à l'Espagne, à l'Uruguay... Ce mot est lourd de signification pour les travailleurs du monde. Quant au prolétariat, s'il fut une période où il était seul touché, seul à ressentir l'exploitation capitaliste, là encore, les choses ont changé et ce sont d'autres couches de la population qui sont aussi victimes de la politique du pouvoir. »

CHEZ COGECO (Tours)

Une femme du PCF : « Cela ne change rien : le terme ne correspond pas à la réalité d'aujourd'hui mais le PC n'a pas changé, il est toujours révolutionnaire ».

A L'HOPITAL PURPAN (Toulouse)

Le secrétaire de la cellule du PCF : « Cette théorie est dépassée, ne correspond plus à la situation actuelle, car le prolétariat représente une minorité... Actuellement, en Russie, c'est la dictature du prolétariat et ce régime ne correspond pas à ce que nous voulons pour la France... En URSS, une voix d'ouvrier compte pour 7 voix dans un vote. Cela, nous n'en voulons pas pour la France ».

CHEZ PARIS-RHONE (Lyon)

Pour un ouvrier de l'entretien, adhérent du PC, l'abandon de la formule « dictature du prolétariat » n'en est pas un. C'est seulement pour permettre une union plus large, et cela n'empêchera pas les ouvriers d'être prépondérants.

dossier P.C.F. Les raisons de l'offensive « d'abord à l'entreprise ! »

La préparation du XXII^e Congrès du PCF s'est faite sous le signe de la renonciation à la dictature du prolétariat et de l'affirmation publique du tournant réformiste. Mais parallèlement — et l'un n'exclut pas l'autre — elle s'est faite aussi sous le signe de l'implantation du parti dans les entreprises.

Dans une tribune de discussion de l'Humanité, un militant de cellule d'entreprise parisien écrit : « Notre conception de la lutte politique à l'entreprise suppose que nous prenions en compte aussi bien la lutte pour les revendications immédiates que la lutte idéologique sur tous les fronts. Pour cela, il ne suffit pas d'avoir de bons principes, il faut des hommes et des femmes intelligents, combattifs, dévoués. Ces hommes et ces femmes existent, ils sont dans le parti. Mais sont-ils à la direction de nos organisations dans les entreprises ? Dans certains cas, oui ! Mais dans beaucoup d'autres, il faut le reconnaître, franchement non ! ».

De nombreuses contributions de ce genre ont trouvé place dans les tribunes de discussion de l'Humanité ou de France-Nouvelle. Et dans les faits aussi, depuis plusieurs semaines, voire plusieurs mois, les efforts du PCF en direction des entreprises se font sentir : plus de cartes placées, apparitions publiques par tracts plus nombreuses et régulières.

De toute évidence, le PCF tient à inciter ses militants à renforcer leurs efforts d'implantation vers les entreprises, et à apparaître davantage politiquement.

Et les publications du parti insistent clairement sur le fait que le problème est celui de la concurrence que lui font d'autres courants, eux aussi présents dans la classe ouvrière. Certes, le PCF est encore,

indéniablement, le grand parti des ouvriers. Mais il n'en est pas moins concurrencé, et par le PS, et par l'extrême-gauche.

« Il dépend de nous de tout faire pour que le PS ne s'implante pas dans les entreprises ou qu'il y reste groupusculaire », écrit un militant du PC. « Nous ne pouvons ignorer non plus les efforts du Parti Socialiste pour organiser le courant réformiste du mouvement ouvrier », écrit un autre.

Certes, le PS ne possède pas — et ne possédera jamais, car telle n'est pas l'intention politique de ses dirigeants — le capital militant que le PCF s'est forgé dans la classe ouvrière, au travers de luttes de plusieurs générations.

Mais le PS a néanmoins des militants, en particulier dans la CFDT ou dans FO et exerce une attraction politique sur d'autres.

L'influence du PS dans les entreprises existe, de façon diffuse, mais non moins réelle. Au travers des militants, mais surtout au travers d'électeurs, d'ouvriers qui, tout en appréciant l'activité dans l'entreprise de leurs camarades du PC, votent pour le parti de Mitterrand. En fait, c'est le regain général du PS, le « rééquilibrage de la Gauche » à son profit, qui se fait sentir aussi à l'entreprise.

D'où l'offensive du PCF pour ne pas perdre son implantation ouvrière, pour l'accroître si possible. L'injonction actuelle : « D'abord à l'entreprise », n'est en fait que la continuation de la polémique PC-PS entamée depuis plus d'un an par le PCF pour s'affirmer en tant que tel, et faire en sorte que ses électeurs ou sympathisants résistent aux sirènes socialistes.

Et il est capital, en effet, pour le parti de Marchais de demeurer « le grand parti des ouvriers ». Non pas que ses dirigeants aient un réel souci des intérêts de la

classe ouvrière — même s'ils l'affirment —, mais parce que leur implantation dans cette classe est leur seule originalité, leur seule véritable force aux yeux de la bourgeoisie, aux yeux du PS. C'est finalement la seule chose qu'ils aient véritablement à marchander. Sans cette implantation et sans cette confiance que leur font encore des centaines de milliers de travailleurs, ils n'auraient plus aucune chance d'accéder un jour au gouvernement.

« Et puis, il nous faut aussi combattre le gauchisme, cette maladie infantile dont sont encore « frappés » certains adultes... »

Cette mise en garde, lancée par le secrétaire de la section Hispano-SNECMA de Colombes, on la retrouve aussi dans de nombreuses autres contributions à la discussion.

Certes, le « danger gauchiste », ce n'est pas seulement la concurrence que peuvent faire au PCF les groupes révolutionnaires encore faiblement implantés dans les entreprises. Mais ce que craignent à juste titre les militants du PCF, c'est la force — au-delà de toute organisation — du courant révolutionnaire : c'est la « contamination » de leurs propres troupes par les idées révolutionnaires au moment où leur parti s'engage résolument sur la voie réformiste ; c'est la volonté de lutter d'un grand nombre de travailleurs, leur désir de changer la vie sans tout attendre des résultats incertains d'un « bon » vote.

Et cela, les dirigeants du PC ont raison de le craindre. D'autant que cette volonté de lutte peut les conduire — pour ne pas perdre la confiance des travailleurs — à prendre des positions plus « gauchistes » qu'ils ne le voudraient, et à compromettre, de ce fait, leurs chances d'apparaître raisonnables aux yeux de la bourgeoisie.

Le point de vue d'un maire communiste

(Il s'agit d'un maire d'une ville ouvrière d'une trentaine de milliers d'habitants)

Question : Que pensez-vous de l'abandon par le Parti Communiste de la notion de dictature du prolétariat ?

— A proprement parler, il ne s'agit pas d'un abandon par le parti, c'est une déclaration du secrétaire général en son nom personnel, quoiqu'il est probable qu'il le soumettra au prochain congrès. Mais jusqu'à présent, le terme de dictature du prolétariat reste inscrit dans la préface des statuts du parti, donc il ne s'agit pas encore de le supprimer. Cependant, on peut penser que dans le cours actuel des événements les dirigeants ont estimé utile de faire passer au second plan, sinon supprimer, un terme qui dans la population avait un peu le sens d'une terreur rouge. Ce qui n'est d'ailleurs pas son sens marxiste véritable et, bien entendu, au point de vue marxiste et au point de vue communiste, le principe de la dictature du prolétariat est maintenu, sinon dans les termes, du moins dans l'idée, parce qu'on ne peut pas espérer une prise de pouvoir qui ne serait pas suivie d'une sorte de dictature permettant de mettre hors de cause, hors de combat, les adversaires que nous ne pourrions éviter d'avoir à ce moment-là.

Question : Vous dites qu'il n'y a pas encore dans les faits un abandon de la dictature du prolétariat ; pourtant dans l'Humanité d'aujourd'hui, il y a un texte d'un membre du Parti Communiste qui explique qu'il ne faut pas abandonner cette notion parce que ce serait renoncer à quelque chose de très important. Est-ce que vous pensez que cette notion sera abandonnée en fait ?

— La notion ne peut pas être abandonnée, sans quoi il n'y aurait plus ni marxisme, ni communisme. Même si on change un peu l'expression, on doit y rester finalement attaché, sans quoi il n'y a plus de communisme.

Question : C'est quelque chose de fondamental ?

— C'est absolument fondamental en marxisme. Je pense que tout le monde le sait.

Question : Est-ce que vous avez entendu parler de réactions dans la ville où vous êtes maire à propos de cette suppression de la notion de dictature du prolétariat ?

— Dans ma ville à proprement dire, non, mais certainement d'anciens camarades, des camarades vieux pour la plupart, sont un peu choqués du fait qu'on supprime un terme qui leur est commun, habituel depuis très longtemps. Il est possible que chez les jeunes qui sont susceptibles d'une évolution de parole sinon de fait différente, il est possible que cela choque moins, mais les anciens sont souvent très choqués.

Question : On a quand même l'impression depuis quelques mois d'une certaine évolution du Parti Communiste avec la campagne des libertés, l'affaire Pliouchtch, la suppression de la dictature du prolétariat. Pensez-vous que cette évolution est à mettre en rapport avec l'évolution, la montée, le développement du Parti Socialiste ?

— Je ne crois pas qu'il y ait un rapport entre l'évolution du Parti Socialiste et l'évolution du Parti Communiste. Il est sûr que le Parti Communiste marque depuis quelque temps en France une tendance à évoluer vers un point de vue plus libéral et peut-être plus démocratique. Je ne pense pas non plus qu'il faille faire de parallèle entre son attitude dans l'affaire Pliouchtch et dans la question de la suppression de la dictature du prolétariat. Je pense que l'attitude du parti en ce qui concerne le stalinisme ou les vestiges du stalinisme est parfaitement défendable, tandis que je pense que la suppression de la dictature du prolétariat, c'est la fin de la doctrine communiste proprement dite.

UNE BROCHURE D'ACTUALITÉ

Le PCF et la dictature du prolétariat

- Qu'est-ce que la dictature du prolétariat ?
 - Pourquoi le PCF se décide-t-il à abandonner cette formule ?
 - La notion de dictature du prolétariat est-elle dépassée ?
- Voilà quelques-unes des questions auxquelles se propose de répondre la brochure que vient d'éditer Lutte Ouvrière : Le Parti Communiste Français et la dictature du prolétariat.
- Prix : 2 F.
- Pour se la procurer, s'adresser à nos militants ou écrire à l'adresse du journal.

Indemnisation du chômage partiel : loin du compte

Patronat et organisations syndicales viennent de se mettre d'accord pour relever de 10 % l'indemnité minimale perçue en cas de chômage partiel, qui passera donc de 7 F à 7,70 F de l'heure dès que les pouvoirs publics auront donné leur accord.

Il est bien évident que cela ne fait pas le compte et que le chômage partiel reste un moyen d'opérer des ponctions importantes dans le niveau de vie des travailleurs. En 1975, le chômage partiel a quadruplé par rapport à 1974 et chaque jour ouvrable de l'année il y a eu en moyenne près de 60.000 travailleurs (selon un calcul paru dans *France-Soir* du 4 février) qui se sont trouvés au chômage partiel.

En fait, la seule garantie pour les travailleurs c'est le paiement à 100 %. Mais les organisations syndicales acceptent de jouer la comédie de la concertation, qui permet au gouvernement et au patronat de se donner une image libérale, au moment même où ces derniers font chèrement payer la crise aux travailleurs.

D.C.

SEGUY A SAINT-ETIENNE :

le silence des armes

Le silence des armes... Séguy n'est pas pour ! Au moment même où des syndicalistes et des antimilitaristes sont en prison, il a été reçu à la MAS (Manufacture d'Armes de Saint-Etienne) par le général-directeur, qui lui a vanté les mérites d'un nouveau fusil.

« Je ne suis pas un pacifiste bêtant. Mieux vaut pour équiper l'armée française un fusil stéphanois qu'une arme allemande » aurait dit le secrétaire de la CGT. Et d'y ajouter un petit couplet sur l'indépendance nationale, la défense de la France et la bonne politique du général De Gaulle en la matière !

Il aurait bien mauvais esprit — un gauchiste sans doute ! — le travailleur en grève qui ne verrait pas de différence entre un MAS 56 et un HK allemand, le jour où les CRS lui tireraient dessus. Les armes françaises ont été de tout temps parmi les meilleures du monde. A preuve, les merveilles que firent les chassepots contre les Communards, les fusils Lebel (sortis de la MAS) es-



sayés pour la première fois contre la foule à Fourmies, lors d'un Premier Mai sanglant, et les mitraillettes de la MAS utilisées avec virtuosité par les gardes mobiles contre les mineurs de Firminy en 1948 !

Travailleurs, n'acceptez de vous faire trouer la peau que par des fusils (et des balles) bien de chez nous.

Les fondateurs de la CGT, qui furent, eux, des antimilitaristes et des internationalistes, doivent tressaillir dans leur tombe !

Extrait du Bulletin LO Creusot-Loire-Marais (Saint-Etienne) du 31 janvier 1976.

DANS LE NORD :

Pénurie artificielle de pommes de terre

A la suite de la décision du gouvernement de taxer le prix de vente des pommes de terre, les négociants du Nord et du Pas-de-Calais (20% de la production française) ont décidé de suspendre les achats à la production et leurs ventes sur le marché intérieur, pour protester contre la taxation qui, disent-ils, les mène à vendre à perte.

Les prix fixés sont pourtant supérieurs de 50% aux prix pratiqués il y a un an. Mais, les prix à la production ayant augmenté, les négociants poussent les hauts cris pour ne pas voir rogner leurs profits. Pourtant, quand les cours sont en baisse et qu'ils achètent les pommes de terre à 6 ou 7 centimes, comme c'a été le cas pendant plusieurs années, ou même 19 centimes comme l'année dernière, on ne leur voit pas tant d'empressement à baisser leurs prix sur le marché. Alors, même s'ils vendaient à perte aujourd'hui (ce qui reste encore à démontrer),

après avoir fait des superbénéfices pendant des années, voilà qui serait bien normal.

Mais les négociants spéculateurs préfèrent créer une pénurie artificielle de cette denrée de base sur le marché, pour faire reculer le gouvernement et rester maîtres des prix.

D.C.



(Fotolib)

Le vrai scandale

Brutalement, la cité HLM la Grande Borne, à Grigny, est venue au premier plan de l'actualité. Presse, télévision, radio, chacun y a été de son petit reportage sur les malfaçons et la dégradation de la Grande Borne. A tel point que l'on peut se demander si le scandale de Grigny n'est pas lancé pour attaquer par ce biais la municipalité de Grigny, qui est communiste. En tout cas, la municipalité a de quoi répondre. Depuis le début, elle a demandé des comptes à l'office des HLM sur les malfaçons signalées. Elle n'a eu aucune réponse. La Grande Borne avait été présentée à l'époque comme une tentative d'allier l'audace architecturale et le logement

social. C'est l'architecte Emile Aillaud, toujours là, qui avait conçu ce contestable « chef-d'œuvre ». Mais en fait, les HLM de la Grande Borne sont-ils, du point de vue de la dégradation (humidité, fissures, etc.) plus mal lotis que bien d'autres ? On peut se le demander. Le problème n° 1 des habitants de la Grande Borne, ce ne sont pas les malfaçons, c'est le loyer dont le prix est trop cher. Leur premier combat, c'est d'éviter les saisies ou de les empêcher par l'action du Comité de locataires. Il y a eu 32 % d'augmentation en deux ans. Beaucoup de familles ont dû partir. Les conséquences de la crise, des réductions d'horaires, des licenciements, on les voit

concrètement tous les jours dans les cités HLM. Fourcade a beau se goberger avec son indice truqué et sa hausse des prix soi-disant limitée à 10 % pour l'année 1975 : pour les travailleurs, cela a été une année difficile et celle qui vient commence de la même façon. Le scandale de la Grande Borne, c'est d'abord le scandale de ceux qui ne peuvent plus payer, de ceux pour qui on a construit — comme on a pu — des habitations à loyer modéré, et qui ne peuvent même plus payer les loyers.

Ce n'est pas un scandale local. C'est un problème national.

C.B.

Ermont :

Des locataires en lutte contre une compagnie de chauffage

Les charges locatives sont élevées, très élevées même. Cela, tous les locataires en sont bien persuadés. Mais que certains d'entre eux mettent le nez dans les comptes — compliqués et difficilement accessibles — supposés justifier ces prix élevés, et ils se rendent compte parfois qu'il y a abus de pouvoir.

Ainsi, les locataires de la cité des Chênes (1.700 logements) à Ermont (Val-d'Oise) réclament-ils à la Compagnie de Production et de Distribution Thermique (la CPDT), chargée du chauffage au gaz naturel de la cité, le remboursement de 800.000 F. Soit 480 F par logement. L'Amicale des locataires accuse la CPDT d'avoir augmenté, de septembre 1974 au 15 avril 1975, le prix du gaz naturel de 43 %, en utilisant une astuce comptable. Aussi, depuis deux mois, plusieurs centaines de locataires refusent-ils de régler leur facture de chauffage, en attendant de rentrer dans leurs comptes.

Aujourd'hui, la CPDT reconnaît qu'il y a eu un trop-perçu de 240.000 F, l'hiver 74-75 ayant été très doux et la dépense inférieure aux sommes prévues. Ce ne sont pas les 800.000 F réclamés par les locataires, mais c'est déjà un premier recul.

Combien y a-t-il de cités des Chênes en France, où des charges abusives sont réclamées aux locataires, où les

comptes des compagnies mériteraient d'être regardés de plus près ?

I.D.

TELEPHONE :

LES FACTURES-SURPRISE

Depuis le 1^{er} janvier, la taxe téléphonique de base a été augmentée, passant de 0,35 F à 0,39 F. Mais de nombreux usagers ont constaté que le tarif de 0,39 francs a été appliqué sur leurs communications bien avant cette date. L'AFUTT (Association Française des Utilisateurs du Téléphone et des Télécommunications) vient de dénoncer ce fait : en particulier, un de ses membres a cessé d'utiliser son téléphone le 31 décembre, mais s'est néanmoins vu facturer des appels à 0,39 F !

Les explications de la direction des PTT sont diverses, mais toutes embarrassées. Selon un responsable, l'ordinateur des PTT a en effet facturé à 0,39 F, mais il a diminué en proportion le nombre d'appels

facturés ! La somme à payer est donc juste, d'après lui.

Curieuse arithmétique où, à partir de données fausses, on trouve un résultat juste. Dans n'importe quelle classe de l'école primaire, cela vaudrait un zéro de calcul à ces « responsables » du téléphone.

En tout cas, avec de telles méthodes, on comprend l'AFUTT lorsqu'elle réclame, pour les usagers, le moyen de contrôler leurs notes de téléphone, par l'établissement d'un relevé détaillé des appels facturés. L'administration du téléphone est-elle donc incapable de fournir des factures en bonne et due forme, comme le fait n'importe quel commerçant à ses clients ?

A.F.

EN LUTTE

MERCREDI 28 JANVIER

LYON-STANDARD - Cluny (Saône-et-Loire) : les 300 ouvriers de cette menuiserie ont repris le travail ce jour. Ils étaient en grève depuis le 22 décembre. La direction a accepté de payer l'augmentation de 0,60 % demandée par les syndicats, mais a refusé de payer les journées de grève.

MAUDUIT - Quimperlé : les 500 ouvriers de cette papeterie, en grève depuis le 19 janvier, ont repris le travail. Ils ont obtenu entre autres une augmentation des salaires de 10 % avec progression automatique dès que la hausse du coût de la vie basé sur l'indice INSEE dépasse 1 %.

RHENALU - Biesheim (Haut-Rhin) : la quasi-totalité des 350 ouvriers de la production (sur 750 salariés) est en grève depuis une semaine pour obtenir la garantie des ressources, le paiement des heures chômées en 1975 et l'intégration de la prime de production dans le salaire.

LES COURRIERS DU MIDI : les conducteurs des cars de cette société sont entrés dans leur troisième journée de grève. Seuls les transports de salariés et le ramassage scolaire sont assurés. Les grévistes réclament une augmentation de salaire et une réduction des horaires de travail.

LUNDI 2 FEVRIER

CBC - Tricastin : les 850 ouvriers de cette entreprise chargée de la construction de la centrale nucléaire EDF de Tricastin, à la limite de la Drôme et du Vaucluse, continuent la grève entamée jeudi 29 janvier pour une augmentation de salaire.

PARENDEL - Volron et Rives : le personnel de ces deux garages (58 personnes), en grève depuis trois semaines, a décidé d'effectuer des réparations sauvages. Les grévistes s'opposent au licenciement de neuf d'entre eux.

MARDI 3 FEVRIER

SMITH CORONA MARCHANT : les 300 salariés des services techniques de cette société (matériel de photocopie) continuent leur grève entamée le 27 janvier afin d'obtenir une augmentation de salaire et une amélioration de leurs conditions de travail.

GAMBIN - Viuz-Sallaz (Haute-Savoie) : les 500 ouvriers ont décidé d'occuper l'entreprise car ils ont des craintes pour leur emploi.

VALLOUREC (Noisy-le-Sec)

La CGT appelle à la reprise malgré un vote majoritaire pour l'occupation

LUNDI 2 février nous entamions notre quatrième semaine de grève et, face à une direction qui refusait de donner quoi que ce soit aux grévistes, beaucoup d'entre nous parlaient d'occupation.

Quelques-uns par contre parlaient de reprise, d'autant que la paye était mince, la direction ayant retenu la grève plus les retenues de décembre. Certains travailleurs qui avaient pris des acomptes devaient 400 à 500 F à la direction. Malgré cela, la grève était toujours aussi unanime le lundi matin. L'après-midi, la direction convoquait les délégués syndicaux et proposait quelques miettes, ridicules : 1,5 % d'augmentation, une journée par an payée au titre de la Saint-Eloi (fête des métallurgistes) et une augmentation de la prime de transport en fonction de la distance et applicable seulement pour les travailleurs postés. La

direction, par-dessus le marché, posait la reprise comme condition à l'obtention de ces miettes.

Quand les travailleurs apprirent le résultat, ce fut la colère. « On doit occuper » dirent plusieurs travailleurs. La CGT à l'assemblée prit position contre.

Mais le lendemain matin, coup de théâtre : après une réunion houleuse entre militants de la CGT, cette dernière sortait un tract dans lequel elle appelait à l'occupation. Ce qui fit dire à plusieurs travailleurs présents que la CGT se réveillait avec quinze jours de retard. Finalement, à l'assemblée du mardi, la CGT proposa un vote à bulletins secrets sur la reprise ou l'occupation. 211 travailleurs se prononcèrent pour l'occupation et 93 contre. La CGT avait fait le calcul qu'une majorité voterait contre l'occupation. Son calcul fut déjoué. Mais à la sur-

prise générale, un responsable de la CGT, sans même demander l'avis à personne, intervint, proposant de reprendre le travail. Ce fut la consternation. Les travailleurs se mirent à le huer. Plusieurs intervinrent, accusant la CGT de trahison. La CFDT proposa, elle, de respecter la volonté de la majorité et invitait les travailleurs à se faire inscrire pour assurer l'occupation.

Mais le ressort était cassé. Lâchés par la CGT, les travailleurs étaient abasourdis. Ils n'en croyaient pas leurs oreilles. En fin de compte, les travailleurs ne voulurent pas occuper contre la volonté de la CGT. Mais les cartes ont commencé à être déchirées et de nombreux militants furent pris à parti violemment. Les travailleurs de Vallourec ne sont pas près d'oublier l'attitude de la CGT.

Correspondant L.O.

Meules Norton (LA COURNEUVE)

QUAND LE PARTI SOCIALISTE VIENT A L'USINE ET QUE LE PCF S'EN VA-T-EN GUERRE

Pour la première fois, le mercredi 28 janvier, nous avons vu le Parti Socialiste apparaître à la porte de l'entreprise. Deux militants extérieurs à l'entreprise et, pour voiture sono... une Citroën-Maserati : l'apparition ne pouvait passer inaperçue. Et les commentaires allèrent bon train.

Mais le plus spectaculaire était encore l'attroupement des militants du Parti Communiste de l'usine. Piqués au vif, car le Parti Socialiste présente un candidat contre le Parti Communiste à des élections cantonales partielles qui ont lieu à Drancy, et aussi parce que jusqu'alors le Parti Socialiste n'apparaissait jamais aux portes de l'entreprise, les militants du Parti Communiste se montrèrent particulièrement violents.

Contre le Parti Socialiste : « C'est un parti de collaboration de classe ».

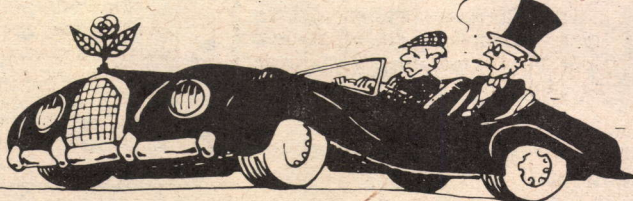
Contre le militant du Parti Socialiste de l'usine (qui est militant CGT) : « Tu n'as pas le droit d'être là ».

A propos de la Maserati, des réflexions du genre : « D'où vient l'argent ? ».

Et ce n'était pas fini. Le lendemain, nous avons eu droit à un tract fleuve du Parti Communiste à ce sujet, dénonçant les Radicaux de Gauche, Mitterrand, le Parti Socialiste, sa collaboration avec la droite, etc. et une animation permanente des militants du Parti Communiste dans l'entreprise.

On ne les avait pas vus dans un pareil état depuis longtemps... sauf lorsque les révolutionnaires formulaient des critiques contre Mitterrand pendant les présidentielles !

GASTON SI VOUS N'ARRIVEZ PAS A TEMPS POUR QUE JE DISTRIBUE MON TRACT, JE VOUS SUCRE VOTRE PRIME !



Contre les chronos : (chanson vécue)

Il y a quelques semaines, des ouvrières de l'usine LTT, à Lannion, ont spontanément refusé de se laisser chronométrer.

Voilà le récit, mis en chanson par l'une d'elles, de cette petite victoire des OS de LTT, en guerre contre les cadences et le chrono.

Chanson vécue (sur l'air de Panpan Cucul)
Savez-vous comment faire baisser le rendement ?
Voilà, voilà comment on s'y prend :
Pour la première fois, on hésite un peu,
Quand on a pris le coup, c'est marrant comme tout.
Tu repères Verra, le gars du chrono,
Tu le laisses venir, tu ne dis pas un mot,
T'attends qu'il s'installe, qu'il te dise d'y aller
Alors tu détales direction les W.C.

Refrain

Chrono loupé, c'est l'A.B.C.
Pas de chrono, ils l'ont dans le dos.
Chrono loupé, c'est l'A.B.C.
Chrono refusé, partie gagnée.

Savez-vous comment faire baisser le rendement ?
Voilà, voilà comment on s'y prend :
Pour la deuxième fois, tu l'es préparée
Le plus dur pour toi, c'est de pas te marrer.
Tu prends tout ton temps, tu reviens t'asseoir,
Nettoies tes outils, tous tes accessoires,
Relèves tes manches, regardes le monsieur,
Il te dit d'y aller, tu repars aux W.C.

Savez-vous comment faire baisser le rendement ?
Voilà, voilà comment on s'y prend :
Pour la troisième fois, le gars s'est fâché,
Vers une autre fille va chronométrer.
La fille a compris, elle est de la partie :
Elle est subitement prise d'une rage de dents.
Avec son chrono, il est tout cucul
Et le gars Verra, on ne l'a plus revu !



Pendant la grève du printemps dernier, la CGT avait dû composer avec les comités de grève. Maintenant, elle écarte ceux de ses membres qui les avaient animés.



CHAUSSON

La démocratie du PCF n'est pas pour les travailleurs

LA CGT des usines Chausson vient de tenir un congrès, le premier depuis la longue grève de l'été dernier, qui opposa pendant 57 jours les 7.000 travailleurs des usines Chausson de la région parisienne à la direction. Le congrès était attendu : depuis la grève, la direction de la CGT, composée pour l'essentiel de militants du Parti Communiste Français, n'avait pas encore digéré que certains de ses membres responsables aient joué un rôle important dans les comités de grève mis en place, notamment dans les usines H et G.

Pendant la grève, la direction de la CGT, bien que méfiante vis-à-vis des comités de grève, avait dû composer avec eux, car ils bénéficiaient de la confian-

ce des travailleurs de leurs secteurs respectifs, en particulier dans les secteurs OS. Aujourd'hui, elle a estimé que le temps était venu de régler ses comptes. Plusieurs militants, membres du comité de grève, notamment le président du comité de l'usine H, ont été écartés de la commission exécutive de la CGT dont ils faisaient partie.

Pourtant, à l'assemblée de section de l'usine H qui avait précédé le congrès, les syndiqués avaient voté à une grande majorité (une cinquantaine de voix contre une demi-douzaine) le maintien à la commission exécutive de ceux que le congrès avait écartés.

Oh, la démocratie formelle a été respectée : le congrès représente les syndi-

qués de l'ensemble des usines de la région parisienne, et les délégués des secteurs d'ouvriers professionnels, hostiles aux comités de grève, y dominaient.

La direction de la CGT, dominée par le PCF, préfère se couper des OS de l'un des principaux secteurs de fabrication, plutôt que de tolérer à des postes de responsabilités des syndiqués dont certains avaient le double tort de prendre la défense des comités de grève et d'être connus pour leurs idées révolutionnaires. Le PCF, qui se donne tant de peine pour offrir à l'opinion publique bourgeoise un visage démocratique, n'a pas le même souci vis-à-vis des travailleurs.

Correspondant L.O.

dans les bulletins d'entreprise

de Lutte Ouvrière

LA POULE AUX ŒUFS D'OR

Non content de nous en «faire baver» toute l'année, Rhône-Poulenc va maintenant nous en faire bouffer.

En effet Rhône-Poulenc se lance aujourd'hui dans la production des œufs et des poulets. Pour cela, il vient d'acheter une poule vedette sélectionnée pour sa chair par des chercheurs de l'Institut National de la Recherche Agronomique.

Cette découverte a coûté 150 millions de francs à la recherche

scientifique. Mais le ministère la revend à Rhône-Poulenc pour... 3 millions de francs. Et encore !

Ces 3 millions seront avancés par le Fonds de Développement Economique et Social, un organisme qui fonctionne avec les deniers publics.

Encore un cadeau royal de l'Etat aux capitalistes privés.

(Extrait du bulletin LO Rhône-Poulenc - Vitry.)

L'ENVERS DU DECOR

A grand renfort de publicité, la SNCF nous vante les voitures Corail.

Ce qu'elle ne nous dit pas, c'est le prix qu'elle a payé pour réaménager ces voitures. En effet, dès leur mise en service, les vitres se brisaient lorsque les trains se croisaient, la suspension était mauvaise et la climatisation défectueuse.

La SNCF a renvoyé les voitures dans les ateliers de réparation. Coût de l'opération : 3 milliards de centimes.

Qui dit mieux ?

LUTTE OUVRIERE

Crédit Lyonnais

La direction ne veut pas d'autre politique que la sienne

Mardi 3 février, à la 1^{re} chambre du tribunal d'instance, s'est déroulée la deuxième audience du procès qui oppose Chaine, directeur du Crédit Lyonnais, aux délégués des Comités d'établissement du siège et des agences. En effet, la direction veut faire annuler la décision prise par les CE, en août 1975, de prêter des salles aux partis politiques qui en feraient la demande.

Le tribunal, présidé par le juge Vassogne, n'a pas encore rendu son jugement.

Alors que Chaine, lors de la dernière réunion du Comité central d'entreprise, avait déclaré : « Le gouvernement est opposé aux réunions politiques d'entreprise, donc il n'y aura pas de réunion politique d'entreprise », les avocats de la direction n'ont pas abordé aussi franchement la question.

Ils se sont efforcés de récuser les conclusions de la défense, qui disait en substance : « Les CE ont un rôle culturel et d'information à jouer auprès du personnel. L'information politique rentre tout à fait dans ce cadre et il entre dans les prérogatives du CE de prêter des salles pour organiser des débats politiques. »

Les avocats de la direction ont donc tenté de démontrer que les deux réunions du PCF qui s'étaient tenues n'avaient rien à voir avec l'information ou le débat politique, car les tracts y invitant se terminaient par un appel à adhérer au PCF...

Pour eux, il s'agit donc d'une tentative de recrutement ! Dans sa réponse, l'avocat de FO devait remettre les choses au clair, en montrant que le CE n'avait pas autorisé sa salle au seul Parti Communiste, mais également à Lutte Ouvrière et au Parti Socialiste, et qu'il s'étonnait que la direction ait feint d'ignorer ces faits.

Il devait aussi insister sur le fait que la politique était partie intégrante de la vie de l'entreprise, d'autant qu'il s'agissait d'une banque.

Quant à l'avocat de la CGT, il devait mettre en évidence le fait que les activités des organisations syndicales les amènent inévitablement à faire de la politique, et que c'était reconnu par tous, y compris par les gouvernements. Ensuite, que la politique était inséparable de la culture. Et enfin que le Comité d'établissement était maître chez lui et qu'étant responsable des salles mises à sa disposition il pouvait les prêter à qui bon lui semblait. Il a aussi fort justement fait ressortir que Chaine ne se privait pas, lui, de faire, au Crédit Lyonnais, de la politique, c'est-à-dire la politique du pouvoir. Il a montré, coupures de journaux à l'appui, qu'on ne comptait plus les préfets ou les députés qui venaient prononcer des discours à l'occasion de telle ou telle inauguration d'une nouvelle agence.

Car le problème est bien là.

Si la direction a tant peur de la politique à l'entreprise, c'est parce qu'elle craint que les travailleurs contestent sa politique.

Correspondant L.O.

Bernard-Moteurs (Rueil - Hauts-de-Seine)

Trop ou pas assez de travail ?

En même temps que la direction se préoccupe de nous faire récupérer les ponts, elle annonce son intention de licencier 34 travailleurs... car il n'y aurait pas assez de travail !

La direction a en effet fini par faire accepter aux syndicats (CGT et CFDT) la signature d'un protocole d'accord concernant une récupération des ponts étalée sur toute l'année. Nous ferons donc 9 minutes de plus tous les jours au lieu de venir le samedi. Le samedi, la direction était obligée d'arrêter certaines chaînes, car de nombreux travailleurs sont allergiques à venir à l'usine ce jour-là.

Les syndicats ont bien sûr rappelé que leur position « de principe » était que les ponts soient payés sans récupération. Mais cela ne les a pas empêchés de signer l'accord proposé par la direction : selon eux, « le moindre mal ».

Le lendemain même de leur signature, la direction annonçait la convocation du Comité d'entreprise en réunion extraordinaire. Motif : « Projet de licenciement collectif pour raisons économiques ».

En invoquant le manque de travail pour préparer des licenciements, après avoir fait signer un protocole d'accord sur la récupération des ponts, la direction se moque bien sûr des syndicats (qui l'ont bien cherché !) mais aussi des travailleurs : 9 minutes de récupération par jour sur l'ensemble de l'usine, cela représente le travail de 22 camarades.

POURQUOI LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ?

UN colloque sur la responsabilité en matière d'accidents du travail s'est tenu à Grenoble samedi 31 janvier et dimanche 1^{er} février.

Les participants, des militants syndicalistes de la CGT et de la CFDT, des médecins et inspecteurs du travail, des juristes et membres du Syndicat de la Magistrature, ont rappelé la responsabilité patronale en matière d'accidents du travail, les causes profondes des accidents du travail résidant dans les horaires excessifs et la longueur des trajets, les fortes cadences et l'usure des machines, la rotation rapide et l'insuffisante formation des travail-

leurs, ainsi que l'environnement.

En 1974, les 312 inspecteurs du travail ont levé 302.400 infractions à la législation du travail, mais seulement 16.400 ont été suivies de mises en demeure et 6.800 ont fait l'objet de procès-verbaux.

Comment s'étonner dans ces conditions qu'il ait pu y avoir, en 1973, un travailleur blessé toutes les sept secondes, un qui était diminué physiquement toutes les minutes et un qui mourait chaque heure de travail ?

Une fois de plus, la responsabilité des patrons en matière d'accidents du travail a été mise en évidence.



La sécurité, ce n'est pas une question d'affiches. C'est pourtant la seule chose dont le patron n'est pas avare à l'atelier.

I.D.

● CLERMONT-FERRAND :

accident mortel du travail : deux P-DG inculpés

Père de quatre enfants, un ouvrier d'une entreprise de papeterie-cartonnerie à Giroux, près d'Olliergues, dans le Puy-de-Dôme, a trouvé une mort horrible : alors qu'il engageait une feuille de papier dans le cylindre d'une machine à sécher, sa main droite a été happée et, entraîné dans le sens de la rotation, il a basculé dans la machine.

C'était en juillet 1975. Six mois après, le juge d'instruction vient de décider d'inculper le directeur général et le P-DG de l'entreprise pour homicide involontaire : en service depuis 36 ans, la machine n'était pas conforme aux règles de sécurité et la direction avait obtenu un délai jusqu'au 15 janvier dernier pour faire installer les protections sur les rouleaux.

Entre-temps, la machine a tué.

● MICHELIN (Cholet) :

une insécurité permanente

La gomme naturelle arrive à l'usine, sous forme de balles pesant environ 120 kg. Les manutentionnaires doivent alors les sortir des wagons, où elles sont collées les unes contre les autres, en les faisant tomber à l'aide d'un crochet fixé au bout d'une perche de trois mètres. Les blocs de gomme entassés les uns sur les autres se mettent à rouler un peu partout, en rebondissant. Les travailleurs, s'ils veulent éviter que les balles ne leur tombent dessus, doivent courir. Plusieurs balles peuvent partir d'un coup. Ce danger est accru par la présence de talc, qui rend le sol glissant.

Les balles, en attendant d'être dirigées vers les ateliers, sont stockées, empilées jusqu'à sept fois leur hauteur. Le danger est grand, car il faut les faire tomber suivant le même procédé, avec la même perche, au moment de l'utilisation.

La direction a dit qu'elle était consciente du danger que couraient ces travailleurs, mais qu'on n'allait pas arrêter pour autant toute l'usine... Et qu'elle « verrait » le problème au moment des vacances.

En attendant, les travailleurs affectés à ce travail frôlent à chaque instant l'accident mortel.

A LA POSTE DE GIEN (Loiret) :

Une ignominie

Trente-sept employés de la recette principale de Gien viennent d'être sanctionnés pour fait de grève par la direction des PTT du Loiret, soit tout le personnel sauf le receveur. C'était pour aller aux obsèques d'un de leurs collègues que tout le bureau s'est mis en grève, le receveur ayant refusé de libérer les employés le jour de l'enterrement.

C'est d'autant plus odieux que l'administration n'est pas tout à fait étrangère à la mort de ce postier, qui s'est suicidé. Alors qu'il faisait une tournée en voiture postale, il a eu un accident : l'administration fit une enquête, envoyant un vérificateur chez les clients, et le receveur n'hésita pas à traiter ce facteur comme le pire des malfaiteurs. Déjà déprimé, il mit fin à ses jours à la suite de cet incident et de ces tracasseries.

Correspondant LO.

PISTOLETTEURS DE BILLANCOURT :

LA GRÈVE CONTINUE !

C'est depuis le 22 janvier que les pistoletteurs du quatrième étage de l'île Seguin sont en grève. Les peintres en cabine revendiquent, rappelons-le, le passage dans la catégorie P1, ce qui constituerait une augmentation mensuelle de 130 F. Pendant toute une semaine, la direction a refusé de discuter.

Le vendredi 30 janvier, les discussions ont enfin commencé avec Vacher, le directeur de l'UCMB (île Seguin) et, depuis, cela n'a été que bas marchandages de sa part. Il propose en effet une simple prime, estimée à 22 F dans un premier temps, puis à 298 F et enfin à 32 F, prime liée aux mauvaises conditions de travail sur les fourgonnettes. Pour peindre l'intérieur de celles-ci, il faut en effet se glisser à l'intérieur et, par la même occasion, aspirer encore davantage de peinture.

Jusqu'ici, les peintres refusent les propositions ridicules de la direction. Ils maintiennent leur revendication et poursuivent la grève. La direction de son côté s'organise et, tout en sortant à peu près la moitié de la production en faisant appel à des jaunes, régisseurs ou peintres d'autres secteurs, fait par ailleurs venir des caisses de fourgonnettes toutes peintes de chez Chausson.

Les peintres restent donc déterminés, mais aussi isolés car, dans les autres secteurs des chaînes de l'île touchés par les deux heures de chômage partiel journalier, il n'y a pas pour le moment, à part quelques délégations, de réactions des travailleurs.

L'accident des Presses de Renault-Flins LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION EST ENTIÈRE

Dans le dernier numéro de *Lutte Ouvrière* (n° 387), nous avons relaté l'horrible accident survenu dans le sous-sol des Presses de l'usine Renault de Flins, où l'on a retrouvé un travailleur broyé entre un tapis roulant et son tambour d'entraînement. Le corps écrasé tournait depuis un jour et demi autour du tambour.

La presse locale a conclu immédiatement à un suicide, déclarant qu'il est impossible d'être pris accidentellement dans ce tapis roulant. Quant à la Régie, elle laisse bien entendu se répandre cette thèse qui l'arrange.

Les affirmations de la presse locale sont fausses. Le travailleur risquait effectivement, au cours de son travail, d'être emporté par le tapis. Celui-ci convoie les chutes de tôle qui parviennent de l'atelier des Presses, situé juste au-dessus. Des ouvertures existent dans le carter de protection, afin de pouvoir retirer les chutes de tôle qui seraient tombées sur la face intérieure du tapis roulant. Il manque même quelques carters de protection, précisément du côté où le travailleur a été retrouvé. Le travail du surveillant du tapis consiste justement à

retirer ces chutes de tôle, qui risquent de bloquer le mécanisme, en se penchant pour cela à l'intérieur du tapis.

C'est au cours de cette opération dangereuse que le travailleur a pu être emporté sur la face intérieure du tapis et broyé entre celui-ci et le tambour. L'absence de protection a pu faciliter sa chute. Et, s'il a appelé à l'aide, personne n'a pu l'entendre, car seules quelques personnes travaillent dans cet immense atelier, soumis toute la journée au martèlement assourdissant des grandes presses, situées juste au-dessus.

Mais il y a plus encore : le travailleur en question était sourd, paraît-il ; en tout cas, il avait été reconnu inapte au travail aux presses par le service médical de la Régie. Alors, que faisait-il dans le sous-sol des Presses, où les conditions de travail sont encore bien pires ?

Devant cet ensemble de faits accablants, il faut avoir un incroyable cynisme pour faire circuler en toute quiétude la thèse du suicide. C'est de l'assassinat pur et simple que d'avoir fait travailler cet ouvrier dans de telles conditions. La responsabilité de la Régie est écrasante.

« Journal d'un agent secret »

de Philip Agee

Ce livre, écrit par un ancien officier de renseignement de la CIA qui a quitté le service à trente-trois ans, écœuré — dit-il — par le rôle joué par les services secrets américains en Amérique latine, est une description minutieuse du fonctionnement et des activités de la CIA dans le continent sud-américain.

Et il a fait autant de bruit par ses annexes que par son contenu, Philip Agee donnant en effet un « index alphabétique des officiers, agents et collaborateurs de la CIA, ainsi que des organisations contrôlées, financées ou influencées par elle à la date où elles sont mentionnées dans le présent ouvrage ». Tout récemment, Libération y a puisé de quoi dresser la liste des agents de la CIA en poste à Paris.

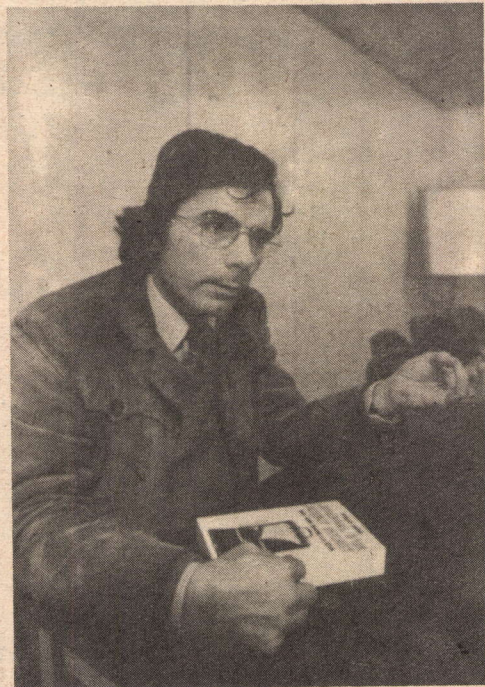
Affecté successivement à Quito, capitale de l'Equateur, à Montevideo puis à Mexico, lors de la préparation des Jeux Olympiques, Philip Agee a mené durant dix années la même activité que des milliers d'autres officiers de la CIA dans tous les pays du monde. Sous couvert d'un poste à l'ambassade, où il joue le personnage d'un fonctionnaire anodin, joueur de golf et amateur de récep-

tions, comme cela lui est prescrit par ses supérieurs, il exécute de multiples tâches techniques et politiques. Mise en place de tables d'écoutes sur les téléphones des dirigeants locaux comme des opposants, subventions distribuées aux militaires d'extrême-droite, création de mouvements politiques anticommunistes, mise sur pied d'équipes de diffuseurs de tracts anonymes, rédaction de faux qui sont ensuite remis à la presse et aux partis de droite prêts à en faire usage contre les partis communistes ou les gouvernements jugés trop indépendants vis-à-vis des Etats-Unis, telles sont quelques-unes des activités de routine d'un bureau de la CIA.

Pour ce faire, des moyens importants sont mis en œuvre, tant sur le plan technique que sur le plan financier.

Sans compter les moyens plus brutaux, ceux dont Agee ne parle guère parce que, en tant que responsable, il n'a pas eu à se salir les mains directement, ce travail étant celui des tortionnaires locaux.

C'est cela la CIA et, au-delà de son caractère rébarbatif, dû à des multiples répétitions — et quelles que soient les motivations qui aient amené Philip Agee à faire ces



révélations — c'est l'intérêt de ce livre de montrer concrètement le fonctionnement et les méthodes de cet instrument essentiel de la diplomatie de l'impérialisme américain.

Pierre VERNANT.

Journal d'un agent secret, de Philip Agee. Ed. du Seuil. 600 pages. 49 F.

La social démocratie allemande

Marx - Engels

Ce recueil nous présente la correspondance de Marx et Engels entre eux et avec les principaux artisans de la construction du Parti Social-Démocrate Allemand: Wilhelm Liebknecht, Bebel, Bernstein.

S'il est bien entendu difficile, au travers d'une correspondance qui traite souvent d'événements d'actualité, de se faire une idée complète sur la naissance du parti ouvrier allemand (les lettres s'étendent sur la période 1868-1894), on peut en tout cas retrouver ici des arguments précieux développés par Marx et Engels sur le rôle de la lutte parlementaire (même sous la loi antisocialiste de Bismarck, le parti allemand avait des députés au Parlement), sur l'attitude que devaient y avoir les représentants du parti ouvrier, et surtout sur le réformisme de certains dirigeants de la social-démocratie allemande, qui repoussaient aux calendes la perspective de la révolution socialiste et ne se préoccupaient plus que de « rafistoler le système capitaliste », selon les termes de Marx, par un système de réformes.

A maintes reprises, Marx et Engels reviennent sur l'importance du rôle de la violence dans la lutte du prolétariat pour son émancipation, même si, tactiquement, il faut pour une période se cantonner aux moyens légaux et pacifiques.

Comment, sous le régime de la loi antisocialiste, qui contraignait le parti à vivre dans l'illégalité, doit-on distinguer les compromis nécessaires d'avec les compromissions éhontées des éléments opportunistes qui se soumettent à Bismarck ?

Comment, après le succès éclatant des sociaux-démocrates aux élections de 1890, faut-il orienter la lutte du parti, et comment éviter de tomber dans les ornières des réformistes et opportunistes petits-bourgeois ?

A ces questions et à bien d'autres, on trouvera des réponses dans ce recueil de lettres. Des réponses qui sont d'ailleurs, près d'un siècle plus tard, d'une vivante actualité...

Hélène DURY.

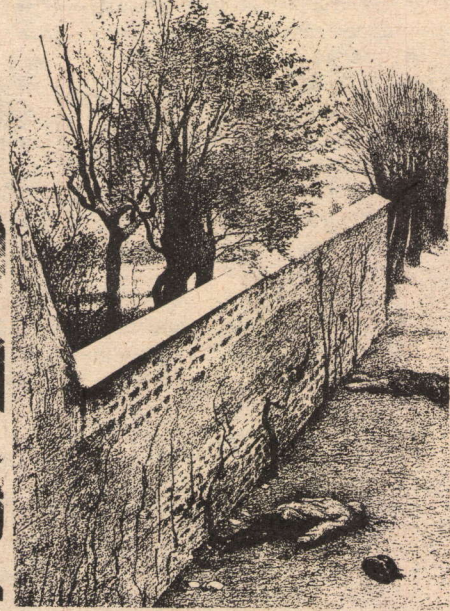
La social-démocratie allemande de Marx et Engels - 10/18 - volume sextuple.

Mémoires

de Louise Michel



Louise Michel, qui évoque dans ses Mémoires l'époque de la Commune de Paris.



Combattante de la Commune de Paris en 1871, rescapée du camp de Satory où les Versaillais enfermèrent les Communards et procédèrent aux exécutions sommaires, de retour de Nouvelle-Calédonie où elle fut l'une des déportés de la Commune, Louise Michel fait ici le récit de sa vie depuis son enfance. Ce volume de Mémoires fut édité pour la première fois en 1886. Il ne faut pas chercher dans ce livre un exposé des positions politiques anarchistes de Louise Michel, ni une relation détaillée des événements qu'elle a vécus en militante et, en particulier, de la Commune (1). Elle nous le dit elle-même au début de son livre : « Ma vie est pleine de souvenirs poignants, je les raconterai souvent au hasard de l'impression ; si je prends pour ma pensée et ma plume le droit de vagabondage, on conviendra que je l'ai bien payé ». Et effectivement, c'est à une sorte de vagabondage sentimental qu'elle nous invite et qui nous permet, au fil de ces pages dé-

cousues, de découvrir la personnalité énergique et sensible de Louise Michel.

Militante de la classe ouvrière, sans cesse révoltée par le sort fait aux opprimés, vibrante d'indignation, elle nous touche par sa sensibilité de femme et de révolutionnaire, son amour des gens, des animaux, de la nature. Et même si l'on est parfois dérouté par un style trop décousu qui tient de l'affectation littéraire, par les longs poèmes qu'elle envoyait dès son adolescence à Vic-

tor Hugo, on ne peut qu'être touché par le courage, le caractère énergique et la généreuse sensibilité de cette femme qui consacra toute sa vie à la défense des opprimés.

Lucienne PLAIN.

Mémoires, de Louise Michel. Coll. La Mémoire du Peuple. Ed. Maspéro.

(1) Louise Michel a également écrit La Commune, histoire et souvenirs.

L'exécution

de Robert Badinter

L'exécution vient d'être réédité en Livre de Poche. Ce livre avait en effet été publié en 1973, quelques mois après l'exécution de Claude Buffet et de Roger Bontems, qui avaient tenté de s'enfuir de la prison de Clairvaux en prenant comme otages un gardien et une infirmière. Les deux otages avaient été égorgés au moment où l'assaut avait été donné par la police contre le réduit dans lequel Buffet et Bontems s'étaient enfermés.

Robert Badinter, l'auteur, est un avocat libéral, adversaire de la peine de mort. C'est lui qui a défendu Bontems devant la cour d'assises de l'Aube et dans son livre il fait le récit de ce procès, de la condamnation à

mort des accusés, de l'attente, vaine, de la grâce présidentielle et finalement de l'exécution elle-même.

L'exécution est certes, avant tout, le récit d'un moment de la vie de Roger Badinter lui-même. Mais c'est aussi, grâce à sa sincérité, un aperçu intéressant sur la machine judiciaire et une dénonciation de la peine de mort.

Il nous raconte ce qu'il connaît bien et ce qu'il a vécu lui-même au cours de cette affaire. Il nous fait toucher du doigt une justice pleine d'artifices, d'hypocrisie, où l'accusé, les témoins, les expertises, les faits, les jurés sont manipulés par des spécialistes

dans un sens déterminé à l'avance, en fonction des intérêts des couches dirigeantes de la société.

Cela dit, tout au long du livre, Robert Badinter défend, avec chaleur, son métier d'avocat. Ce faisant, il démontre aussi combien il fait partie intégrante de toute la machinerie judiciaire qu'il décrit, et combien il s'y complait. C'est le côté un peu irritant d'un livre intéressant et souvent émouvant.

Claude CHARVET.

L'exécution de Robert Badinter - Livre de Poche - 172 pages - 6,50 F.

DOSSIERS DE L'ÉCRAN :

Poniatowski directeur des programmes

L'émission prévue aux *Dossiers de l'écran* du mardi 3 février et consacrée aux « fous criminels » n'a pas eu lieu. Pourquoi ? Un tel débat aurait été choquant pour la population. Dans un premier temps, le maire de Nogent-sur-Oise, commune où un fou criminel a commis plusieurs meurtres ces dernières années, avait mis en cause l'émission et la projection du film prévu, *L'étrangleur de Boston*. Mais c'est Poniatowski qui a emporté la décision, en in-

tervenant publiquement quelques heures avant que l'émission soit programmée. Le directeur d'Antenne 2 a conclu un compromis pour le moins bizarre : l'émission-débat a été repoussée, mais la projection du film a eu lieu... une heure plus tard que prévu, sans commentaires.

C'est une bien curieuse conception du rôle et de la portée de la télévision, qui se voit ainsi accusée soit de manquer de tact (c'est pourquoi le film de Lelouch

Le voyou, consacré à un rapt d'enfant, a été remplacé par un film de guerre, avec vision de baïonnettes et de ventres ouverts !), soit de susciter des vocations criminelles. A ce titre, on peut aller loin, interdire les westerns, et pourquoi pas les informations... pour ne laisser sur l'écran que les émissions rassurantes fabriquées par Guy Lux.

C'est en tout cas une façon de mépriser les téléspectateurs.

sélection de la semaine

Dimanche 8 février

TF1 - 13 h 20 - *Le petit rapporteur*, de Jacques Martin.
ANTENNE 2 - 13 h 40 - Film : *Quand l'inspecteur s'emmêle*, de Blake Edwards, avec Peter Sellers. Film policier burlesque. Des gags et des rebondissements loufoques au cours d'une enquête policière.

TF1 - 19 h 15 - Les animaux du monde : *Le berger allemand*.

Lundi 9 février

FR3 - 20 h 30 - Film : *Ne nous fâchons pas*, de Georges Lautner, avec Lino Ventura, Jean Lefevre et Mireille Darc. Une parodie de film série noire, par le réalisateur des *Tontons flingueurs*, des *Barbouzes*. Moins bon que les précédents, il y a quand même des moments comiques.

Mardi 10 février

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Les dossiers de l'écran : *L'industrie des vacances*. Le débat, introduit par un film américain inconnu et, paraît-il, fait de tous les lieux communs sur les Américains en vacances à l'étranger (« *Mardi : c'est donc la Belgique* »), portera sur le « marché des loisirs ». Les participants à ce débat n'ont pas été encore annoncés.

Mercredi 11 février

TF1 - 20 h 30 - Dramatique : *Qui j'ose aimer*, d'après le ro-

man d'Hervé Bazin. Dans une famille de province, une jeune fille est séduite par son beau-père. Une peinture sans concession des rapports au sein d'une famille provinciale.

ANTENNE 2 - 21 h 30 - *C'est-à-dire*, émission magazine d'Antenne 2, avec François Mitterrand.

FR3 - 20 h 30 - Film : *Bas les masques*, de Richard Brooks, avec Humphrey Bogart. La lutte d'une équipe de journalistes contre un homme d'affaires douteux qui veut couler leur journal.

TF1 - 22 h 40 - *Un mandarin vous parle : le professeur Millez*, professeur de clinique médicale, le professeur Millez parle de la médecine. Chrétien, il n'en a pas moins pris position en faveur du droit à l'avortement, notamment en témoignant à l'occasion du procès de Bobigny.

Jeudi 12 février

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Film : *Jeux interdits*, de René Clément. Deux enfants dans l'univers de la guerre. A voir.

TF1 - 22 h 35 - *Allons au cinéma*, avec des extraits de *Calmos*, de Bertrand Blier, des interviews de Gérard Pirès, réalisateur de *Attention les yeux*.

Vendredi 13 février

FR3 - 20 h 30 - Vendredi,

émission magazine : *Service public : les garanties*. L'appareil que vous achetez, l'automobile, sont garantis. Mais quelle garantie ? Quels sont les droits de l'acheteur ? Quelles sont les obligations du vendeur ? Souvent, derrière des promesses mirifiques, il y a la petite phrase qui restreint les avantages de la garantie et qui en font un attrape-nigaud. Comment s'y retrouver et se défendre ?

FR3 - 21 h 20 - Les dossiers noirs : *Viva la révolution* (1^{re} partie). Cette émission est consacrée à la révolution mexicaine de 1910, qui vit Emiliano Zapata au sud et Pancho Villa au nord du Mexique prendre la tête des paysans révoltés, pour conquérir la terre et les libertés.

ANTENNE 2 - 21 h 30 - Apostrophes : *Les jeux, le hasard et la chance*, avec Roger Caillois, philosophe, et Marcel Neveu, auteur d'une encyclopédie des jeux.

ANTENNE 2 - 22 h 25 - Cinéclub : *Tillie and Gus*, de Francis Martin, avec W-C Fields. Ce film, qui date de 1933, est une histoire burlesque construite autour d'un couple d'escrocs, personnages incarnés par W-C Fields et Alison Skipworth.

Dimanche 14 février

TF1 - 20 h 30 - Film : *Les feux de la Chandeleur*, de Serge Korber.

Des souris et des hommes de Steinbeck

Cette pièce est l'adaptation théâtrale du roman du même nom de Steinbeck. On y retrouve les deux héros du roman-cier américain : Georges (Robert Hossein) et Lenny (Claude Brosset) sont deux ouvriers agricoles qui parcourent les Etats-Unis pour trouver du travail dans les ranches. Rien de commun entre ces deux hommes, si ce n'est l'appartenance au même village. Georges est intelligent, il pourrait gagner beaucoup d'argent, s'acheter un lopin de terre et une petite ferme, si sa vie n'était pas jalonnée d'ennuis à cause de Lenny, une grande brute au cœur tendre, mais à la cervelle vide.

Pourtant, Georges ne peut se résoudre à abandonner son encombrant compagnon de route, à qui il fait partager ses rêves, ses espoirs en une vie meilleure. Avec Lenny, Georges échappe à la solitude qui est le lot des autres ouvriers agricoles. Une amitié profonde les unit, amitié qui poussera Georges à tuer Lenny pour lui éviter d'être lynché.

Cette pièce, admirablement interprétée, nous fait découvrir le milieu de ces anciens petits fermiers qui, au lendemain de la crise de 1929, se trouvant ruinés, sont arrachés à leur terre et à leur foyer. Grâce aux dialogues sobres et chaleureux, mais aussi pleins d'humour, l'auteur a su éviter le mélodrame. Et cela contribue à en faire une pièce riche et attachante.

Une pièce à voir et à faire voir absolument.

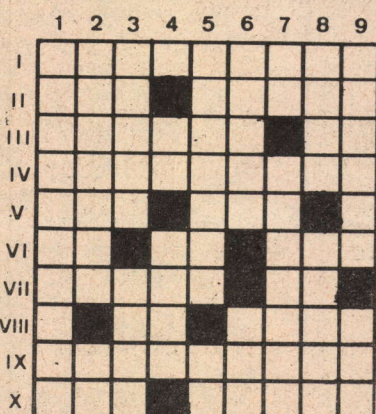
Louise HEVIAN.

Prix des places de 15 F à 45 F. (Tarif collectivité : 20 F et 28 F).

Théâtre de Paris, rue Blanche - métro Blanche ou Trinité.

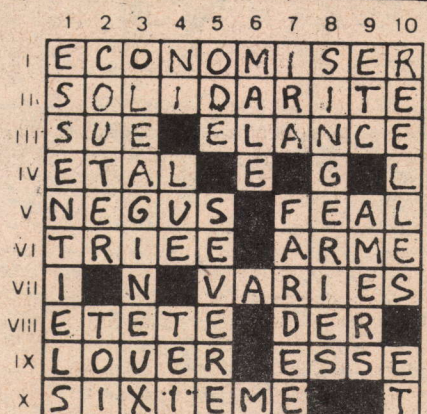


MOTS CROISES



HORIZONTALEMENT. — I. Fait toute la lumière. — II. Rocard en a retenu les leçons - Vieille conspiration républicaine. — III. On regrette de s'y faire mener - Avec lui, tout devient possible. — IV. Exécuteras avec brio. — V. Cache - Au centre de la crise. — VI. Sa chute a fourni des troupes à Hitler - Parti russe - Petite folie des milliardaires grecs. — VII. Elle ne manque pas d'air - Personnel. — VIII. Fin d'infinif - Leurs pommes sont dures. — IX. Tape à l'œil... et à l'oreille. — X. Demande du temps - Donnent prises aux mains.

VERTICALEMENT. — 1. Telle est la Licorne. — 2. Qui rassemble tout le monde - Supplanté par le papier. — 3. On se la fait quand ça presse - Guide. — 4. Fin de participe - Libéré, il est devenu esclave salarié. — 5. Elle parcourt la feuille - Article. — 6. Elles ont de la bouteille - Bruit de chasse. — 7. Paresseux à l'envers - Ceux de la colère sont amers. — 8. Trompa - On le dit souvent de l'administration. — 9. Vit - Possessif.



Les dents de la mer

de S. Spielberg

Tiré d'un roman portant le même titre, qui avait lui-même été un grand succès de librairie, *Les dents de la mer* a bénéficié, pour sa sortie sur les écrans français, d'une campagne de publicité, ouverte ou clandestine, hors série.

A défaut de prouver que le film est un chef-d'œuvre, cela prouve que ses réalisateurs espéraient en tirer de substantiels bénéfices, susceptibles d'amortir au décuple leurs investissements publicitaires.

Mais, en dehors de la publicité, qu'est-ce qui amène donc les foules à voir cette histoire de requin ? L'espoir d'un récit d'aventures bien construit et bien mené, ou des sentiments plus troubles d'angoisse soigneusement cultivée ?

L'un ou l'autre sans doute, car les deux aspects coexistent dans ce film.

Amity, petite station balnéaire des Etats-Unis, à la veille de la saison touristique, est menacée par la présence le long de ses côtes d'un grand requin « mangeur d'hommes ». Pour les autorités municipales et les gros commerçants de la ville, le requin est surtout une menace pour les profits qu'ils tirent de l'afflux des touristes les mois d'été. Ils vont tout faire pour cacher aux estivants le danger qui les menace, quitte à risquer la vie des baigneurs. Il faudra trois victimes pour qu'ils acceptent enfin de fermer les plages et de financer l'expédition de trois hommes qui vont tenter d'abattre le requin.

Ces trois hommes (le pêcheur qui a un vieux compte à régler avec les requins, le shérif, bon père de famille et coura-



geux malgré lui, le jeune et riche océanographe fier de son savoir) viendront à bout du monstre, mais l'un d'entre eux y laissera sa vie.

Les dents de la mer aurait pu n'être qu'un film « à suspens », un film d'aventures où la peur que chacun éprouve devant le monstre agit comme révélateur des caractères et des comportements des hommes qui l'affrontent.

Mais les aspects sociaux et humains du film passent à l'arrière-plan. Ils ne servent finalement que de toile de fond aux scènes les plus terrifiantes.

Spielberg a choisi de construire son

film sur la peur, voire l'horreur, le sang et la cruauté. Son film est une machine à faire peur au spectateur. Aussi précise, aussi « bien faite » que la machine dont les auteurs se sont servis pour imiter le requin. La peur est partout, savamment, presque sadiquement distillée.

Et c'est cela qui est profondément malsain dans le film. Il vise surtout à remuer les sentiments les plus primaires. Et il est suffisamment bien fait, suffisamment vraisemblable pour n'y parvenir que trop bien.

Jacques LENOIR.

La ville bidon

de J. Baratier

Le paysage désolant d'une décharge publique, les baraques et roulottes du bidonville voisin, une cité de transit surpeuplée deviennent l'enjeu d'une vaste opération immobilière. Baratier s'est attaché à nous montrer et nous faire comprendre la vie de ceux qui vont être chassés, et en particulier celle que mènent trois jeunes casseurs qui gagnent leur vie en récupérant les pièces détachées de voitures échouées à la décharge et qui recherchent, à travers des jeux suicidaires et une agressivité méprisante envers « tous ceux qui pointent à l'usine », le sentiment bien illusoire de vivre libres.

Loin de la boue de la décharge et de la misère du bidonville, un autre monde bavarde et s'agite : autour du député-maire, promoteur, banquier, ministre de la Qualité de la vie, architecte, sociologue poursuivent une conversation ampoulée et



entreprennent de faire raser la « zone » pour y construire « de grandes bites de béton », qui composeront la « ville nouvelle ». Rien ne les arrêtera et surtout pas la préoccupation de ce que vont devenir

ceux qui sont chassés.

La *Ville Bidon* est un film acide et accusateur, parfois irritant mais toujours intéressant.

Lucienne PLAIN

RADIO

les dossiers extraordinaires d'Europe 1 :

Quand Pierre Bellemare spéculé sur des préjugés bien ordinaires

Pierre Bellemare a sans nul doute beaucoup de succès avec son émission régulière : *Les dossiers extraordinaires*.

Mais Pierre Bellemare, qui se donne pourtant le plus souvent le visage d'un libéral, indigné par les injustices, la violence, sait aussi faire passer en

contrebande les préjugés les plus éculés.

Témoin le dossier de samedi 31, où il présentait un couple monstrueux, spécialisé dans l'assassinat de dames riches.

Sous couleur de dénoncer la spéculation

sur les annonces matrimoniales et les crimes crapuleux d'un couple de tarés, Pierre Bellemare, sur un ton badin, avec ce qu'il faut de complaisance pour l'allusion sordide, montait toute une histoire pour justifier la peine de mort.

Cécile BERNIER

sélection

FILMS POLITIQUES

R.A.S.

Myrrha Palace (18").

CHRONIQUE DES ANNEES DE BRAISE

Nectambules (5") - Marbeuf (8").

LA BATAILLE D'ALGER

Louxor (10").

LA CECILIA

La Clef (5") - Racine (6") - Marbeuf (8") - 14-Juillet (11").

AUTRES FILMS

LE BON ET LES MECHANTS

Saint-Germain Huchette (5") - Hautefeuille (6") - Colisée (8") - Français (9") - Fauvette (13") - Montparnasse Pathé 74 (14") - Convention (15") - Victor Hugo (16") - Caravelle (18") - Gambetta (20").

DOCTEUR FRANÇOISE GAILLARD

Rex (2") - Odéon (6") - Biarritz et George V (8") - Paramount Opéra (9") - Nord Cinémas (10") - UGC Gobelins (13") - Miramar (14") - Paramount Orléans (14") - Passy (16") - Paramount Maillot (17") - Images (18").

COUSIN, COUSINE

Impérial (2") - Panthéon et Studio de la Harpe (5") - Studio Parnasse (6") - Marnage et Saint-Lazare Pasquier (8") - Cambronne (15") - Trois Murat (16").

EL CHERGUI, OU LE SILENCE VIOLENT :

Le Seine Studio (5").

LE JOUEUR DE FLUTE DE HAMELIN

Bilboquet (6") - Marbeuf (8").

PARFUM DE FEMME

Quintette (5") - Montparnasse 83 (6") - Elysées Point Show (8") - Français (9").

ON ACHEVE BIEN LES CHEVAUX

Action Christine (6").

DELIVRANCE

Châtelet Victoria (1er).

LACOMBE LUCIEN

Pagode (7") - Escorial (13").

SOLDAT BLEU

Paris Loisirs Bowling (18").

Trois films de C. Chaplin

LES TEMPS MODERNES :

Templiers (3") - Demours (17").

LE DICTATEUR

France (3").

LE KID

Ranelagh (16").

DES FILMS POUR SE DECRISPER

ADIEU, POULET

Capri (2") - Bretagne (6") - Normandie (8") - Paramount Opéra (9") - UGC Gobelins (13") - Grand Pavois (15") - Royal Passy (16").

LE SAUVAGE

Quintette (5") - Gaumont Champs-Elysées et Saint-Lazare Pasquier (8") - Lumière (9") - Gaumont Sud (14") - Montparnasse Pathé 74 (14") - Clichy Pathé (18").

CERTAINS L'AIMENT CHAUD

Saint-Lambert (15").

LA COURSE A L'ECHALOTE

St-Ambroise (11").

FRANKENSTEIN JUNIOR

Dominique (7").

GUERRE ET AMOUR

Templiers (3").

HAROLD ET MAUD

Luxembourg (6").

Dans le genre burlesque

MONTY PYTHON, SACRE GRAAL

Cluny Ecoles (5") - Arlequin (6") - Biarritz (8") - Trois Haussmann (9").

HELLZAPOPPIN

Grands Augustins (6").

DRÔLE DE DRAME

Actua Champo (5").

Dans un genre différent

LA FLUTE ENCHANTEE

Vendôme (2") - Odéon (6") - Biarritz (8") - Bienvenue Montparnasse (15").

Amis libraires

Nous faisons, à notre mesure, un gros effort pour faire de la publicité (radio et affiches) pour faire lire Lutte Ouvrière et pour qu'il soit en vente dans le maximum de kiosques et de librairies. Cette présence est le seul moyen de toucher tous les sympathisants et lecteurs potentiels, qui ne sont pas en contact avec des militants de Lutte Ouvrière.

Mais trouver ces nouveaux lecteurs n'est possible que si Lutte Ouvrière est exposé et visible parmi les autres publications. Cela dépend évidemment des libraires et des vendeurs de journaux.

Nous voulons remercier ici ceux d'entre eux qui — sans qu'il s'agisse bien sûr du moindre engagement politique de leur part — ont la gentillesse de le faire.

Amis lecteurs

Et nous demandons à tous nos lecteurs, quelle que soit la façon dont ils se procurent eux-mêmes Lutte Ouvrière, de réserver leurs achats de journaux divers ou de livres (et ils sont généralement importants) à ces vendeurs de journaux qui exposent Lutte Ouvrière... et si possible de le leur faire savoir.

Mais cette diffusion de Lutte Ouvrière dans les kiosques et librairies, qui se fait par l'entreprise des NMPP, est une très lourde charge financière : les frais de distribution pris par les NMPP sont élevés, et s'élèvent d'ailleurs de plus en plus. D'autre part, le système de répartition est loin d'être au point, et du coup les bouillottes (in-vendus) sont nombreux.

Pour nous aider à y remédier, nous demandons à tous les lecteurs qui achètent Lutte Ouvrière dans un kiosque ou une librairie d'avoir la gentillesse de nous renvoyer le bulletin ci-dessous rempli. Cela nous aidera grandement à améliorer notre distribution, à économiser de l'argent sur ce poste et donc à améliorer l'hebdomadaire.

J'ai acheté le

numéro

de Lutte Ouvrière
dans la librairie ou
le kiosque situé à :

Rue

Ville

Département

Eventuellement, j'aimerais qu'il
soit mis en vente dans la librairie
ou le kiosque situé à :

Rue

Ville

Département

LIBERTÉ POUR TOUS LES MILITANTS EMPRISONNÉS

Michel Oger, le dernier soldat encore détenu pour avoir participé à ce que le gouvernement a appelé « une entreprise de démoralisation de l'armée », vient d'être libéré. Mais il reste encore en prison sept civils, militants politiques ou syndicalistes, et surtout il reste que cinquante-trois militants et soldats sont encore inculpés dans l'affaire des comités de soldats.

Le gouvernement continue de faire peser la menace de la répression sur tous ceux qui luttent pour les droits démocratiques des soldats, surtout ceux qui contestent l'armée.

Dans le même temps, la riposte promise par les syndicats (CGT, CFDT et FEN) ainsi que par les partis de gauche (Parti Communiste, Parti Socialiste, PSU) s'est réduite à une demande d'audience... refusée, bien sûr, par Lecanuet.

Maintenant que la thèse gouvernementale du complot a fait long feu, le gouvernement voudrait continuer son entreprise de démoralisation des civils et des bidasses avec discrétion.

Il faut continuer d'exiger la libération des emprisonnés et la cessation de toutes les poursuites.

ARMÉE

Le Comité national pour la libération des soldats et militants emprisonnés continue la campagne de signatures de pétitions et prépare un rassemblement à Paris, le 15 février.

CONCORDE : UN ATTERRISSAGE QUI COUTE CHER

Au matin du 5 février, entassés dans les transports en commun, coincés dans les embouteillages, les travailleurs ont dû être « transportés » à l'annonce que les autorités américaines venaient d'autoriser l'atterrissage du Concorde... pour une période de seize mois et pour l'aéroport de Washington.

De partout, les cocoricos fusent. Et le PCF n'a pas été le dernier, ni le moins tonitruant dans ce chœur, puisque, lors de la première séance de son congrès, il a fait applaudir par l'assistance unanime la décision américaine. Ces cocoricos sont d'autant plus bruyants et inopportuns que rien, dans la prise de position des USA, ne vient justifier les ravissements des tenants de la grandeur française.

Car, si le Concorde est autorisé à atterrir sur le sol des Etats-Unis, c'est une autorisation provisoire, qui peut à chaque instant être remise en cause. L'autorisation ne compte pour l'instant que pour Washington. Or, pour que ce bel oiseau tricolore ait des chances de se remplir de voyageurs cossus, il faut qu'il puisse atterrir à New York, dont le trafic est bien plus important. De plus, il n'est autorisé à atterrir que quatre fois par jour, ce qui limite le nombre d'avions nécessaires pour assurer la rotation.

En fait, malgré leur décision, les USA n'ont pas abandonné les calculs qui étaient les leurs depuis le début de l'affaire. Protéger leur marché des transports aériens, en même temps qu'ils protègent leur construction aéronautique. Simple-ment, ils laissent à la France et à l'Angleterre le soin d'essuyer les plâtres pendant une période d'essai de seize mois. Ils laissent surtout les contribuables français et anglais payer la note pour une opération de prestige qui risque, même si Concorde « fait ses preuves », de n'être pas rentable.

C.G.

Le viol aux assises

Dans l'affaire des jeunes filles belges, en vacances dans la région de Marseille en août 1975, qui avaient été violées par trois hommes, la cour d'appel d'Aix-en-Provence vient de confirmer l'incompétence du tribunal de grande instance de Marseille.

Cela signifie que l'affaire est envoyée devant la cour d'assises, ne relevant plus du simple délit, mais du crime.

Dans cette affaire, c'est la notion même de viol qui est en cause. L'avocat des inculpés fonde sa défense sur le fait qu'il y aurait « dans le dossier de nombreux points qui relèvent de la violence, mais pas du viol ». Les jeunes filles auraient été finalement consentantes, même s'il y a eu lutte, même si au cours de cette lutte un des agresseurs a reçu un coup de marteau !

La législation française permet cette distinction entre la violence et le viol, et pour établir ce dernier aux yeux

de la loi, il faut pouvoir prouver l'existence de relations sexuelles forcées. La femme qui finit par céder devant la violence, plutôt que de se laisser tuer, est selon ce point de vue tout simplement consentante.

C'est là une façon de voir inspirée par le plus total, et le plus révoltant, mépris pour les femmes.

Et de ce point de vue la lutte juridique des mouvements féministes et de Gisèle Halimi, en aboutissant à faire juger l'affaire en assises vient d'aboutir à ce qui peut à juste titre être considéré comme une victoire sur ce mépris.

Pourtant ce simple fait mesure la distance qui nous sépare d'une société véritablement humaine, dans laquelle la dignité des êtres, quel que soit leur sexe, n'aura pas besoin d'une action en justice pour se faire admettre.

L'enjeu olympique

Mercredi 4 février, les XII^e Jeux Olympiques d'hiver ont commencé à Innsbruck en Autriche. Moins connus, parce que rassemblant des sports moins populaires, que les jeux d'été, les jeux olympiques d'hiver n'en sont pas moins une grosse affaire.

D'abord pour les industriels qui participent à la construction des installations sportives et de l'infrastructure des jeux. Plus de 50 milliards d'anciens francs ont déjà été dépensés à Innsbruck, où l'on a pourtant réutilisé en partie des installations des Jeux Olympiques de 1964.

Une grosse affaire aussi pour l'industrie hôtelière et touristique du pays organisateur qui bénéficie d'une immense publicité gratuite, retransmise pendant quinze jours par toutes les télévisions du monde.

Enfin c'est LA grosse affaire pour les fabricants de matériel sportif qui, grâce aux hommes sandwiches que sont les champions, vont pouvoir faire de ces jeux une vaste opération publicitaire.

Avant d'être l'affrontement entre Klammer et Russi, deux des meilleurs descendeurs à ski actuels, les Jeux Olympiques sont un épisode de la ba-

taille des skis Fischer contre les skis Rossignol pour la conquête du marché des sports d'hiver.

Plus personne ne parle de « l'esprit olympique », et Pierre de Coubertin ne sert même plus de répertoire à citations pour les banquets de clôture des jeux.

Les fabricants traitent au grand jour avec les fédérations (« amateurs ») sportives de chaque pays. Ils se regroupent en « pool » de fournisseurs officiels, subventionnent les équipes, distribuent les primes, orchestrent leur publicité tout au long des épreuves.

Les Jeux Olympiques d'hiver sont certes un spectacle. Un beau et parfois émouvant spectacle suivi par des millions de gens à travers le monde. Un spectacle financé par les contribuables du pays organisateur et par les utilisateurs de matériel sportif qui retrouveront dans les prix, de leur équipement les dépenses « sportives » des firmes. Du sport-spectacle dont les gagnants sont avant tout les capitalistes du matériel sportif, les Head, Rossignol, Fischer et autres Salomon, les vrais champions du cirque blanc.

Jacques LENOIR.

Jamais trop prudent

Un formulaire concernant les menaces téléphoniques et les enlèvements a été distribué par les organisateurs des jeux d'hiver à tous les occupants de l'immeuble du centre de presse d'Innsbruck.

Sur ce formulaire les personnes qui reçoivent la menace ou assistent à l'enlèvement doivent noter : « la menace formulée, le nom et l'adresse de l'auteur de la menace en spécifiant s'il s'agit d'un homme, d'une femme ou d'un enfant, s'il peut être considéré comme ivre, fou ou normal ». Ne pas oublier de préciser si son élocution est : « résolue, efféminée, mélodieuse, enrouée, monotone ou pas claire » !

Décidément, les organisateurs des Jeux Olympiques ont tout prévu, y compris de distraire la presse... à défaut de la rassurer.